

**BANQUE DES ETATS
DE
L'AFRIQUE CENTRALE**

**COMITE NATIONAL ECONOMIQUE ET FINANCIER
DE LA
REPUBLIQUE DE GUINEE EQUATORIALE**

Session du 03 mars 2021



**RAPPORT SUR LA CONJONCTURE DE LA GUINEE
EQUATORIALE AU 31 DECEMBRE 2020 ET PERSPECTIVES A
COURT ET MOYEN TERMES**

SOMMAIRE

VUE D'ENSEMBLE	3
 I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE, MONETAIRE ET FINANCIER INTERNATIONAL.....	5
A. <i>Conjoncture économique internationale.....</i>	<i>5</i>
B. <i>Marchés des produits de base</i>	<i>7</i>
 II. EVOLUTION ECONOMIQUE, MONETAIRE ET FINANCIER DE LA GUINEE EQUATORIALE AU 31 DECEMBRE 2020	10
A. <i>Secteur réel et prix</i>	<i>12</i>
B. <i>Finances publiques.....</i>	<i>25</i>
C. <i>Secteur extérieur</i>	<i>26</i>
D. <i>Evolution des agrégats monétaires</i>	<i>27</i>
E. <i>Situation comptable de la banque centrale</i>	<i>29</i>
F. <i>Situation bancaire</i>	<i>30</i>
G. <i>Evolution du marché monétaire</i>	<i>33</i>
 III. PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES DE LA GUINEE EQUATORIALE A COURT ET MOYEN TERMES (2021-2023).....	39
 ANNEXES	41

VUE D'ENSEMBLE

Environnement économique international

L'activité économique s'est effondrée en 2020 suite aux effets dévastateurs de la pandémie de la COVID-19, malgré le rebond plus fort que prévu enregistré au deuxième semestre 2020, en particulier dans les pays avancés. Ainsi, le FMI dans ses *Perspectives Economiques Mondiales* (PEM) de janvier 2021, a revu les projections de croissance de l'économie mondiale à -3,5 % en 2020, soit 0,9 point de mieux que dans les prévisions précédentes, après 2,8% en 2019, tandis que la croissance en 2021 devrait se hisser à 5,5%.

Dans un contexte marqué par une récession de l'activité économique mondiale, une contraction sur l'ensemble de l'année des prix du pétrole suite à la crise de la COVID-19, l'économie de la CEMAC se contracterait au cours de l'année 2020. Ainsi, le taux de croissance sous-régional devrait se situer à -2,9 %, contre 2,0 % en 2019. Ce chiffre est cependant en nette amélioration par rapport aux projections antérieures qui reposaient sur l'hypothèse d'une crise sanitaire prolongée et difficilement maîtrisée. En effet, la pandémie de coronavirus conjuguée avec la chute des cours du pétrole en 2020, ont eu un impact macroéconomique négatif plus important qu'attendu dans la plupart des secteurs, sapant ainsi les efforts d'ajustement fournis par les Etats depuis la chute des cours du pétrole entamé en 2014. La croissance négative observée en 2020 a ainsi été plus sévère que celle observée en 2016 (-1,4 %) et en 1999 (-2,4 %). Les autres comptes macroéconomiques se dégraderaient également, dans un contexte global où la zone est exposée à un certain nombre de vulnérabilités aux plans extérieur, social et sécuritaire.

Conjoncture économique nationale

En 2020, malgré la réactivité du gouvernement, l'activité économique, financière et monétaire de la Guinée Equatoriale est restée marquée par la récession économique à laquelle est plongée le pays depuis 2013, aggravée dans un premier temps par le choc de la brusque chute des cours du pétrole en 2014, et suivie par la crise sanitaire liée au COVID-19. Ainsi, la croissance économique est demeurée négative, passant de -4,5 % en 2019 à -5,7 % en 2020. La contraction du PIB est restée plus marquée dans le secteur non pétrolier, en raison de l'impact négatif de la crise sanitaire sur les plans économique et social, passant d'une croissance positive de 1,1% en 2019, à un taux négatif de -6,1% en 2020. Le secteur pétrolier, dont la croissance a été contractée de -5,3% en 2020, contre -10,9% en 2019, a été caractérisé par une diminution des prix des produits pétroliers, une baisse de la production de condensat, de LNG, de méthanol et des autres gaz, malgré une augmentation de la production du pétrole brut.

Perspectives économiques à court et moyen termes (2021-2023)

Les perspectives d'évolution de l'économie équato-guinéenne restent incertaines en raison de la méconnaissance de l'ampleur de l'évolution de la pandémie du coronavirus COVID-19, ainsi que de l'impact des mesures de relance économique appliquées par le Gouvernement.

En effet, en tenant compte des informations disponibles à la BEAC à fin décembre 2020, les principales hypothèses sur lesquelles reposent l'évolution de l'économie équato-guinéenne entre 2021 et 2023 sont les suivants :

- i) **Cours des produits de base** : il est prévu une hausse progressive des cours moyens du pétrole brut équatorien sur la période, s'établissant à 48,8 dollars/baril en 2021 (+30,3%), 46,3 dollars/baril en 2022 (-5,1%) et 44,9 dollars/baril en 2023 (-3,0%);
- ii) **Production annuelle des hydrocarbures** : le pétrole brut et le condensat diminueraient de -8,6% en 2021, de -14,5% en 2022 et de -13,1% en 2023. Par contre, la production de LNG, Méthanol et autres gaz augmenteraient de 27,3% en 2021 en raison de l'aboutissement du projet *backfilling*, avant de se stabiliser en 2022 et 2023.
- iii) **Mesures publiques de soutien à l'économie** : la Guinée Equatoriale poursuivra les réformes structurelles engagées avec le FMI, et mettra en application le décret n° 43/2020 du 31 mars, relative aux Mesures Economiques d'Urgences pour le Renforcement du Système National de Protection Social et Appui aux PME.

Ainsi, les projections à moyen terme par secteur d'activité seraient les suivantes :

Au niveau du secteur réel, la croissance serait positive de 3,0% en 2021, du fait notamment de l'aboutissement du projet *backfilling* du secteur gazier, qui consisterait à acheminer du gaz additionnel du champ pétrolier ALÉN au complexe pétrolier ALBA. Le secteur non pétrolier serait influencé par l'optimisme généré par la dissipation progressive des effets négatifs générés par la crise sanitaire. En 2022 et 2023, la croissance redeviendrait négative à -3,9% et -3,5% respectivement, notamment en raison de la baisse du secteur pétrolier en 2022 et 2023, malgré la bonne tenue de la croissance du secteur non pétrolier qui serait positif.

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE, MONETAIRE ET FINANCIER INTERNATIONAL

L'activité économique s'est effondré en 2020 suite aux effets dévastateurs de la pandémie de la COVID-19, malgré le rebond plus fort que prévu enregistré au deuxième semestre 2020, en particulier dans les pays avancés. Ainsi, le FMI dans ses *Perspectives Economiques Mondiales* (PEM) de janvier 2021, a revu les projections de croissance de l'économie mondiale à -3,5 % en 2020, soit 0,9 point de mieux que dans les prévisions précédentes, après 2,8% en 2019, tandis que la croissance en 2021 devrait se hisser à 5,5%.

A. CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE

L'activité économique et les perspectives dans les principales zones économiques restent incertaines et devrait varier considérablement d'un pays à l'autre en fonction de leurs accès aux interventions médicales, de l'efficacité des mesures de soutien, de l'ampleur des perturbations à l'activité dans le pays, et l'exposition aux effets de contagions transfrontaliers. Dans les pays avancés, l'activité a commencé à reprendre, à la faveur d'un vaste soutien budgétaire aux ménages et aux entreprises, ainsi que par l'action des banques centrales avec l'élargissement de leurs programmes d'achats d'actifs, en soutenant le crédit bancaire et, dans quelques cas, en abaissant leurs taux directeurs. Dans les pays émergents et en développement, les trajectoires de redressement divergent, notamment avec la Chine qui creuse l'écart et connaît une reprise robuste grâce à des mesures d'endiguement efficaces, une vigoureuse stratégie d'investissement public et l'apport des liquidités par la banque centrale et les apports des autres pays. Dans ce groupe la situation s'annonce particulièrement difficile pour les pays exportateurs de pétrole et les destinations touristiques, étant donné que le retour à la normale des voyages internationaux prendra du temps et que les perspectives sont moroses pour les cours pétroliers.

Par espace géographique, d'après le FMI, le taux de croissance du PIB réel dans *les économies avancées* reviendrait de 1,6 % en 2019 à -4,9 % en 2020 et s'établirait à 4,3 % en 2021. Dans les *pays émergents et en développement*, le taux de croissance passerait de 3,6 % en 2019 à -2,4 % en 2020, avant de remonter à 6,3 % en 2021. En *Afrique subsaharienne*, le PIB réel fléchirait à -2,6 % en 2020 et augmenterait à 3,2 % en 2021, au même niveau qu'en 2019.

Le volume des **échanges commerciaux** devrait reculer sur l'ensemble de l'année 2020 de 9,6 % contre 1,0 % en 2019, puis croître de 8,1 % en 2021 selon le FMI. La baisse attendue du volume des échanges commerciaux en 2020 s'explique en grande partie par la faiblesse de la demande finale des consommateurs et des entreprises sur fond de récession

mondiale. Les restrictions au commerce et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement ne contribueraient que dans une faible mesure à ce recul.

Sur le front des prix, à court terme, les tensions inflationnistes devraient rester modérées à l'échelle mondiale, en raison de la faiblesse de la demande. Ainsi, selon les récentes prévisions du FMI, le taux d'inflation baisserait de 1,4 % en 2019 à 0,7 % en 2020, puis à 1,3 % en 2021 pour les pays avancés. S'agissant des pays émergents et en développement, il reviendrait de 5,1 % en 2019 à 5,0 % en 2020, puis à 4,2 % en 2021. En Afrique subsaharienne, l'inflation reculerait de 8,4 % en 2019 à 8,0 % en 2020 et 7,1 % en 2021.

Tableau 1: Principaux indicateurs de l'environnement international (2019-2021)

INDICATEURS ¹ (en %, sauf indication contraire)	2019	2020	2021
Taux de croissance			
Economie mondiale	2,8	-3,5	5,5
Etats-Unis	2,2	-3,4	5,1
Japon	0,3	-5,1	3,1
Canada	1,9	-5,5	3,6
Royaume-Uni	1,4	-10,0	4,5
Allemagne	0,6	-5,4	3,5
France	1,5	-9,0	5,5
Italie	0,3	-9,2	3,0
Espagne	2,0	-11,1	5,9
Zone Euro	1,3	-7,2	4,2
Afrique Sub-saharienne	3,2	-2,6	3,2
CEMAC	2,0	-2,9	2,8
Nigéria	2,2	-3,2	1,5
Afrique du Sud	0,2	-7,5	2,8
Chine	6,0	2,3	8,1
Inde	4,2	-8,0	11,5
Russie	1,3	-3,6	3,0
Pays avancés	1,6	-4,9	4,3
Pays émergents et en développement	3,6	-2,4	6,3
Taux de croissance du commerce mondial	1,0	-9,6	8,1
Taux d'inflation			
Pays avancés	1,4	0,7	1,3
Pays émergents et en développement	5,1	5,0	4,2
Pays d'Afrique subsaharienne	8,4	8,0	7,1

¹ Taux de croissance annuel.

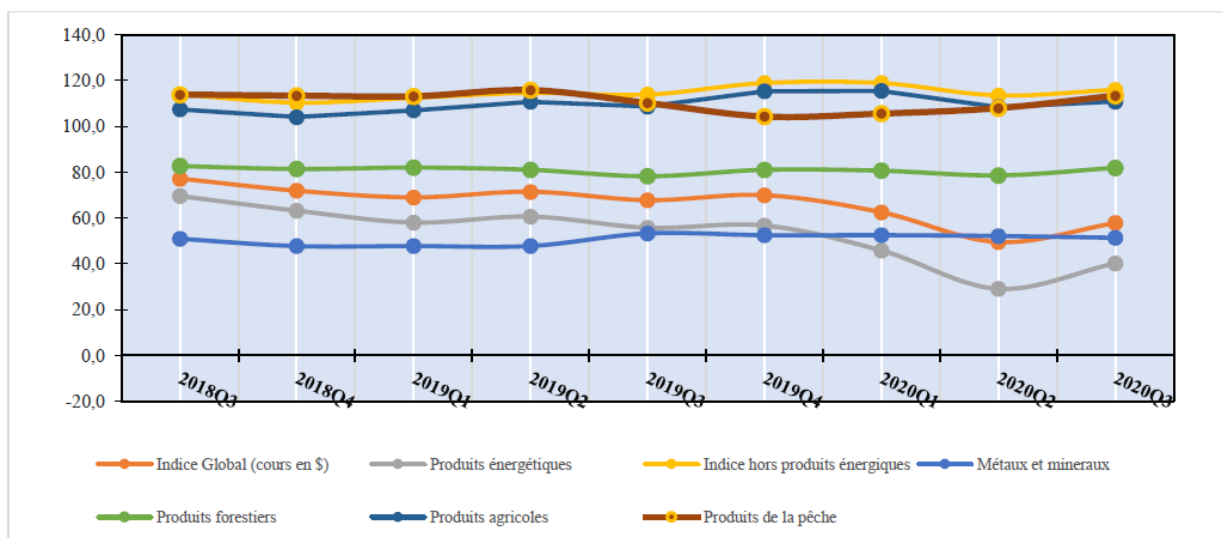
Dans un contexte marqué par une récession de l'activité économique mondiale et une contraction des prix du pétrole suite à la crise de la COVID-19, l'économie de la CEMAC se contracterait au cours de l'année 2020. Ainsi, le taux de croissance sous-régional devrait se situer à -2,9 %, contre 2,0 % en 2019. Ce chiffre est cependant en nette amélioration par rapport aux projections antérieures qui reposaient sur l'hypothèse d'une crise sanitaire prolongée et difficilement maîtrisée. En effet, la pandémie de coronavirus conjuguée avec la chute des cours du pétrole en 2020, ont eu un impact macroéconomique négatif plus important qu'attendu dans la plupart des secteurs, sapant ainsi les efforts d'ajustement fournis par les Etats depuis la chute des cours du pétrole entamé en 2014. La croissance négative observée en 2020 a ainsi été plus sévère que celle observée en 2016 (-1,4 %) et en 1999 (-2,4 %). Les autres comptes macroéconomiques se dégraderaient également, dans un contexte global où la zone est exposée à un certain nombre de vulnérabilités aux plans extérieur, social et sécuritaire.

B. MARCHES DES PRODUITS DE BASE

Au troisième trimestre 2020 (T3/2020), l'indice global des cours des produits de base exportés par la CEMAC a progressé de 19,6 %, après avoir régressé de 28,9 % au T2/2020, grâce à la croissance de la majorité des cours des principaux produits d'exportation de la CEMAC, à l'exception de ceux observés sur le marché des métaux et minerais.

Au cours du T3/2020, les produits énergétiques ont enregistré une croissance de leurs cours, de l'ordre de 38,3 %, contre une régression de 36,6 % au trimestre précédent. En effet, entre les deux trimestres, l'indice des cours des produits énergétiques est passé de 29,04 à 40,12. Cette recrudescence des cours des produits énergétiques s'explique par la hausse des cours moyen de pétrole, principal produit d'exportation de la CEMAC, lequel s'est hissé à 42,7 \$/baril au T3/2020, après 30,3 \$/baril au T2/2020. S'agissant des cours des produits non énergétiques, leur évolution a été portée par les produits de la pêche (5,2 %), les produits forestiers (4,2 %) et les produits agricoles (2,2 %). En revanche, les cours des métaux et minerais ont connu une baisse de 1,5 %.

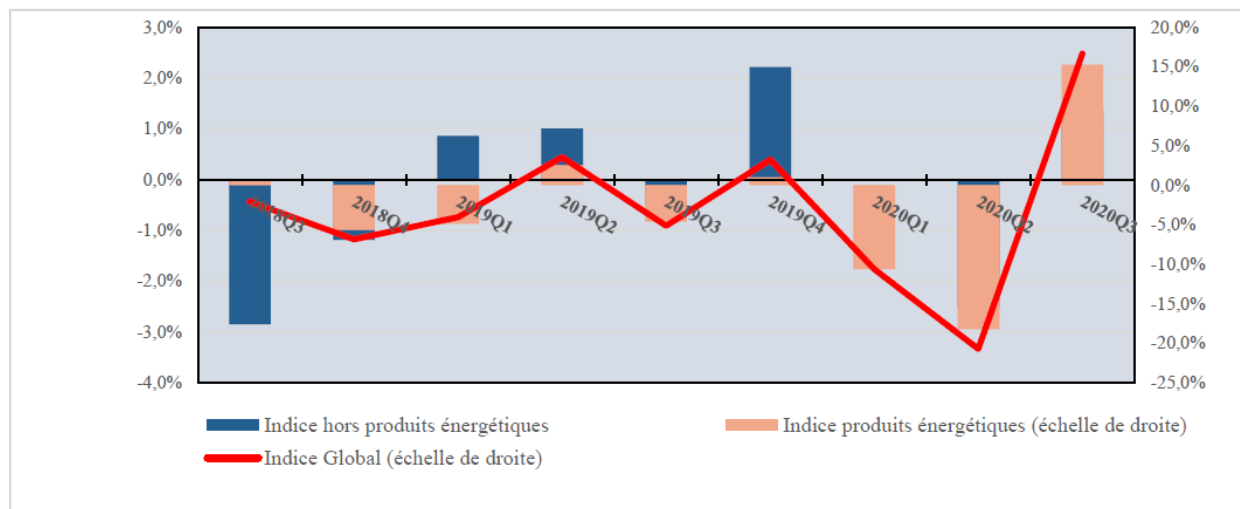
Graphique 1: Évolution de l'indice des cours des produits de base exportés par la CEMAC



Source : Beac

En termes de contribution, la dynamique de l'indice global des cours des produits de base a été largement portée par l'indice des prix des produits énergétiques (91,8 %), l'indice des prix des produits non énergétiques n'ayant contribué qu'à hauteur de 8,2 %.

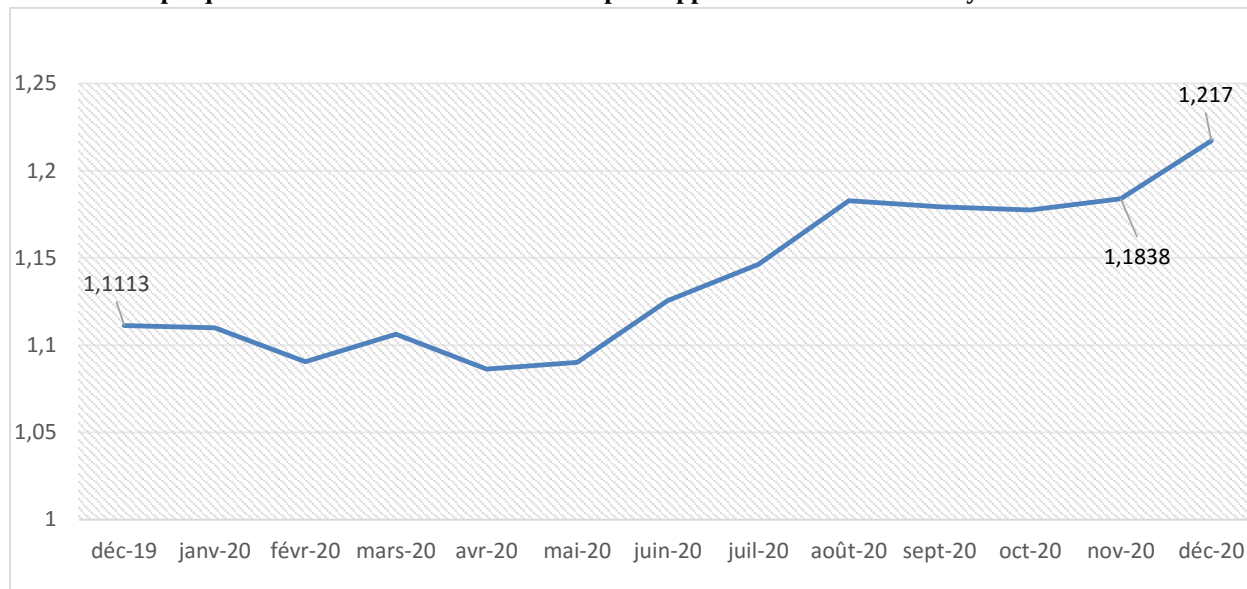
Graphique 2: Contributions à la croissance de l'indice des cours des produits de base exportés par la CEMAC



Source : Beac

Sur le **marché des changes**, l'euro s'est globalement apprécié par rapport aux principales devises au cours de ces derniers mois. Cette situation découle du renforcement de la confiance des investisseurs dans la Zone euro. Ainsi, en glissement annuel à fin décembre 2020, l'euro s'est sensiblement apprécié vis-à-vis du dollar +9,5 %.

Graphique 3: Évolution du cours de l'euro par rapport au dollar US en moyenne mensuelle



Source : Banque de France

II. EVOLUTION ECONOMIQUE, MONETAIRE ET FINANCIER DE LA GUINEE EQUATORIALE AU 31 DECEMBRE 2020

En 2020, malgré la réactivité du gouvernement, l'activité économique, financière et monétaire de la Guinée Equatoriale est resté marquée par la récession économique à laquelle est plongée le pays depuis 2013, aggravée dans un premier temps, par le choc de la brusque chute des cours du pétrole en 2014, et suivie par la crise sanitaire liée au COVID-19. Ainsi, la croissance économique est demeuré négative, passant de -4,5 % en 2019 à -5,7 % en 2020. La contraction du PIB est restée plus marqué dans le secteur non pétrolier, en raison de l'impact négatif de la crise sanitaire sur les plans économique et social, passant d'une croissance positive de 1,1% en 2019 à une croissance négative de -6,1% en 2020. Le secteur pétrolier, dont la croissance a été contracté de -5,3% en 2020, contre -10,9% en 2019, a été caractérisé par une diminution des prix des produits pétroliers, une baisse de la production de condensat, de LNG, de méthanol et des autres gaz, malgré une augmentation de la production du pétrole brut sur la période.

Les principales hypothèses retenues pour l'évaluation de l'activité économique en 2020 sont :

Au plan externe, la baisse des cours moyen du pétrole brut équatoguinéen de 34,9% (57,6 dollars/baril en 2019 à 37,5 dollars/baril en 2020) et une détérioration des termes de l'échange de 34,0 % ;

Au plan interne, (i) l'augmentation de la production du pétrole brut de 4%, la diminution de condensat de -12,6%, ainsi que la diminution de LNG, Méthanol et Autres Gaz de -12,9% en 2020, (ii) la baisse des dépenses en capital de l'Etat, consécutive à la rationalisation des ressources de l'Etat (iii) et la hausse des pressions inflationnistes au-dessus du seuil communautaire de 3%, en raison des effets de la pandémie covid-19.

Tableau 2 : Principaux indicateurs économiques et financiers

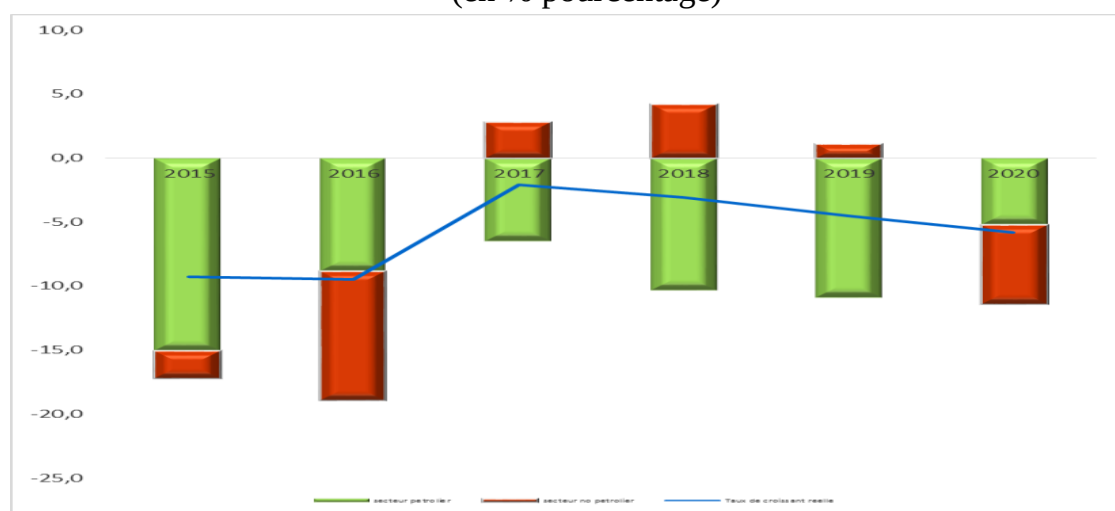
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	(Variations annuelles, en %)					0	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.
PIB, prix et population											
Taux de croissance (PIB global en termes réels)	-3,9	4,5	8,4	-4,0	-0,7	-9,3	-9,5	-2,1	-3,1	-4,5	-5,7
dont secteur pétrolier	-7,5	0,1	3,4	-7,7	1,2	-15,0	-8,8	-6,5	-10,3	-10,9	-5,3
secteur non pétrolier	2,5	11,9	15,7	0,9	-3,1	-2,2	-10,1	2,8	4,2	1,1	-6,1
Taux de croissance démographique	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Inflation/ (prix à la consommation - en moyenne annuelle)	5,6	4,8	3,6	3,0	4,3	1,7	1,4	0,8	1,3	1,2	5,0
Finances publiques											
Recettes totales	-9,8	32,5	12,1	-15,7	-3,0	-20,9	-45,4	6,7	20,0	-14,2	-30,4
dont recettes pétrolières	-11,4	36,2	8,1	-14,2	-8,2	-25,9	-51,2	17,6	23,4	-16,5	-33,3
recettes non pétrolières	8,4	-1,3	44,1	-17,9	48,8	9,5	-21,5	-21,0	7,2	-4,3	-19,3
Dépenses totales	-11,0	9,9	45,4	-17,3	2,6	-4,9	-42,2	-26,1	3,7	-22,3	-6,5
dont dépenses courantes	31,5	10,3	62,9	6,9	-10,9	-11,9	4,2	2,6	3,9	1,3	-0,7
dépenses en capital	-16,9	9,9	41,5	-23,4	7,4	-2,9	-54,6	-43,7	3,4	-48,8	-19,6
Monnaie et crédit											
Avoirs extérieurs nets	-25,9	37,3	43,1	4,8	-31,6	-47,6	-80,9	-57,1	42,0	-177,7	-177,7
Crédits à l'économie	36,4	26,1	-15,3	33,6	17,3	14,0	3,7	1,4	1,8	-20,6	-0,2
Créances nettes sur l'Etat	56,0	-105,7	8,5	-18,0	43,9	71,6	227,4	50,9	3,6	97,8	3,3
Masse monétaire (M2)	48,9	6,1	55,6	6,9	-13,6	-10,8	-16,0	1,0	-2,6	-7,9	-7,5
Concours de la BEAC aux banques	...	...	...	...	...	200,0	52,8	-34,5	93,3	-39,2	67,4
Taux de couverture extérieure (fin de période)	122,4	101,8	100,9	100,7	80,6	55,9	8,4	7,1	7,1	7,3	7,7
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB non facturé)	3,04	2,96	2,24	2,21	2,63	2,88	3,18	3,35	3,63	4,09	4,30
Taux directeur BEAC - TIAO (fin de période)	4,00	4,00	4,00	3,25	2,95	2,95	2,45	2,95	3,50	3,50	3,25
Secteur extérieur											
Exportations, fob	27,0	16,7	10,2	-17,2	-9,9	-46,1	-28,5	24,4	13,6	-16,5	-38,5
Importations, fob	54,5	-20,6	7,1	-3,5	-4,6	-23,1	-6,4	-11,4	-0,9	-22,0	-30,4
Termes de l'échange	25,0	38,4	-2,0	-3,0	-10,3	-46,5	-5,3	26,6	24,9	-6,5	-34,0
Variation des prix à l'exportation	32,8	42,7	5,4	-9,4	-10,5	-36,1	-19,3	23,9	24,3	-3,1	-36,5
Variation des prix à l'importation	6,2	3,1	7,6	-6,6	-0,2	19,4	-14,8	-2,2	-0,4	3,6	-3,7
Taux de change effectif réel	(8,7)	0,5	-1,2	6,9	5,8	-0,1	1,5	-1,6	...	...	...
Taux de change effectif réel des exportations	(8,7)	0,5	-1,2	7,0	5,9	0,1	1,3	-1,5	...	...	...
Taux de change effectif réel des importations	1,2	2,4	-0,2	1,7	3,1	-0,2	2,1	-2,9	...	...	...
Marge de compétitivité cumulée depuis 1990	(46,7)	(47,5)	-45,7	-55,8	-64,8	-64,6	-67,0	-64,3	...	...	...
Monnaie et crédit (Contribution à la croissance de la masse monétaire, en %)											
Avoirs extérieurs nets	-58,4	41,6	62,4	6,4	-41,3	-49,2	-49,1	-7,7	2,4	-15,2	-12,7
Avoirs intérieurs nets	107,2	-35,5	-6,8	0,5	27,7	38,4	33,1	8,7	-5,1	7,3	5,2
Crédit intérieur net	113,4	-36,1	-2,3	2,3	34,4	36,7	31,4	11,0	0,8	6,4	1,8
Créances nettes sur l'Etat	91,1	-50,7	7,9	-9,9	26,6	28,1	28,4	9,7	-1,0	27,5	2,0
Crédits à l'économie (crédits actifs)	22,3	14,7	-10,2	12,2	7,9	8,6	2,9	1,4	1,8	-21,1	-0,2
Autres postes nets	-6,2	0,6	-4,5	-1,8	-6,8	1,7	1,7	-2,3	-5,8	0,9	3,4
Masse monétaire (M2)	48,9	6,1	55,6	6,9	-13,6	-10,8	-16,0	1,0	-2,6	-7,9	-7,5
Comptes nationaux (Contribution à la croissance réelle, en %)											
Produit intérieur brut	-3,9	4,5	8,4	-4,0	-0,7	-9,3	-9,5	-2,1	-3,1	-4,5	-5,7
dont secteur pétrolier	-4,8	0,0	2,0	-4,3	0,7	-8,3	-4,6	-3,4	-5,2	-5,1	-2,3
secteur non pétrolier	0,9	4,5	6,4	0,4	-1,4	-1,0	-4,8	1,3	2,1	0,6	-3,5
Demande intérieure brute	17,4	18,4	7,3	1,8	-1,8	-29,4	-6,6	-2,2	3,2	-9,5	-16,9
Consommation	24,2	14,3	-0,4	3,8	3,2	-22,8	6,0	-14,8	2,3	-0,7	-14,3
Publique	0,9	0,5	7,2	1,7	-2,6	-2,0	1,0	0,1	0,8	0,7	-1,8
Privée	23,3	13,9	-7,6	2,2	5,8	-20,8	4,9	-14,9	1,5	-1,4	-12,5
Investissements bruts	-6,8	4,1	7,7	-2,1	-5,1	-6,6	-12,6	12,7	0,9	-8,8	-2,6
Publics	-6,3	0,4	6,5	-5,1	-1,8	-1,3	-10,8	-2,5	0,8	-3,2	-0,8
Privés (Entreprises et ménages)	-0,5	3,7	1,2	3,0	-3,3	-5,3	-1,8	15,2	0,0	-5,5	-1,8
dont secteur pétrolier	-2,2	2,5	2,2	1,3	-3,7	-2,2	-1,0	8,2	-0,8	-5,4	-0,1
secteur non pétrolier	1,7	1,2	-1,1	1,7	0,4	-3,1	-0,8	6,9	0,9	-0,2	-1,6
Variation des stocks	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Exportations nettes	-21,4	-13,9	1,1	-5,7	1,1	20,1	-2,8	0,1	-6,2	5,0	11,1
Exportations de biens et services non facturés	-4,4	-19,9	2,9	-4,2	0,3	-4,2	-3,8	2,0	-6,6	-6,2	1,0
Importations de biens et services non facturés	-17,0	6,0	-1,8	-1,6	0,8	24,4	1,0	-1,9	0,4	11,3	10,2
Comptes nationaux (En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)											
Investissements	32,8	33,1	39,4	39,1	35,8	46,7	28,2	31,8	29,4	26,3	27,7
dont Secteur pétrolier	1,9	3,9	5,7	7,0	3,6	3,1	1,1	10,3	8,6	8,3	9,1
Epargne intérieure	55,1	68,4	75,5	64,5	55,0	47,9	24,0	37,8	41,6	40,3	36,2
Epargne nationale	13,6	29,3	40,9	37,4	33,8	32,4	2,7	30,0	33,8	32,5	30,6
Finances publiques											
Recettes totales	26,6	30,3	30,7	27,5	26,9	29,8	19,1	18,6	20,6	18,5	15,2
Recettes pétrolières	24,0	28,1	27,4	25,0	23,1	24,0	13,7	14,8	16,8	14,6	11,6
Recettes non pétrolières	2,6	2,2	3,3	2,5	3,8	5,8	5,4	3,9	3,8	3,8	3,7
Dépenses totales	31,2	29,4	38,6	34,0	35,2	46,9	31,8	21,4	20,5	16,6	18,4
Dépenses courantes	5,6	5,3	7,8	8,9	8,0	9,9	12,1	11,3	10,9	11,5	13,5
Dépenses en capital	25,5	24,1	30,8	25,1	27,2	37,0	19,7	10,1	9,7	5,2	4,9
Solde budgétaire primaire (déficit -)	-4,3	1,2	-7,6	-6,1	-7,7	-16,6	-11,8	-2,4	0,8	2,7	-1,8
Solde budgétaire primaire (hors intérêts)	-4,3	1,2	-7,6	-6,1	-7,7	-16,6	-11,8	-2,4	0,8	2,7	-1,8
Solde budgétaire primaire (hors intérêts et rec. de l'étranger)	-72,6	-77,8	-95,4	-75,3	-72,2	-69,4	-40,2	-27,7	-26,6	-18,4	-17,8
Solde budgétaire, base engagements hors dons	-4,5	0,9	-8,0	-6,5	-8,3	-17,0	-12,7	-2,8	0,1	1,8	-3,2
Solde budgétaire, base engagements hors dons et intérêts	-4,5	0,9	-8,0	-6,5	-8,3	-17,0	-12,7	-2,8	0,1	1,8	-3,2
Solde budgétaire de base (déficit -)	-4,5	0,9	-8,0	-6,5	-8,3	-17,0	-12,7	-2,8	0,1	1,8	-3,2
Solde budgétaire de référence (>= -1,5 % du PIB)	-1,4	-2,8	-12,8	-10,3	-9,9	-20,9	-6,6	-1,3	-2,7	-0,7	-3,9
Secteur extérieur											
Exportations de biens et services non facturés	81,2	81,6	81,5	71,9	65,3	51,0	43,9	51,2	53,2	47,2	36,6
Importations de biens et services non facturés	58,9	46,4	45,3	46,4	46,1	49,8	48,2	45,2	41,1	33,2	28,1
Solde du compte courant (dons off.incl., déf. excl.)	-20,2	-6,1	-1,2	-2,7	-4,7	-18,3	-29,3	-8,6	-2,2	-0,9	-4,2
Solde du compte courant (dons off.excl., déf. excl.)	-20,3	-5,6	-1,2	-2,6	-4,1	-16,8	-29,2	-8,5	-2,1	-0,8	-4,2
Encours de la dette extérieure/PIB	4,3	7,3	8,0	6,8	8,9	8,9	10,6	9,8	10,4	10,1	10,5
Ratio du service de la dette/Export bsnf	0,4	0,4	1,0	2,8	2,6	3,4	4,0	2,7	2,7	4,7	8,2
Ratio du service de la dette/Recettes budgétaires	1,2	1,2	2,6	7,3	6,3	5,9	9,1	7,5	6,9	12,0	19,8
Encours de la dette totale/PIB	---	---	---	---	28,4	32,5	51,3	48,7	45,2	45,0	33,0
Réserves extérieures (en mois d'importations courantes)	3,6	5,6	7,5	7,8	5,9	3,6	0,2	0,1	0,2	0,2	0,3
Réserves extérieures (en mois d'importations courantes et de biens et services non facturés)	2,9	4,3	5,6	5,7	4,2	2,5	0,2	0,1	0,1	0,1	0,23
Pour mémoire											
PIB nominal (en milliards de FCFA)	8 074,2	9 406,2	10 419,1	9 789,6	9 704,8	6 923,8	5 914,1	6 473,4	7 011,7	6 720,7	5 678,2
PIB non pétrolier (en milliards de FCFA)	3 147,1	3 252,2	3 825,5	4 039,3	4 151,0	4 050,5	3 754,8	3 997,6	4 216,1	4 373,5	4 255,3
Population (en millions d'habitants)	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4
PIB par tête d'habitant (en \$ E.U.)	15 807,2	18 671,6	18 477,7	17 342,8	16 632,6	9 581,1	7 892,5	8 523,6	9 339,8	8 202,7	6 831,1
Sources: Administrations nationales, FMI et BEAC											

Sources: Administrations nationales, FMI et BEAC

A. SECTEUR REEL ET PRIX

La croissance économique réelle de la Guinée Equatoriale est ressortie en baisse de -5,7% en 2020, après avoir été de -4,5% en 2019. Cette détérioration a été influencée principalement par une mauvaise performance du secteur non pétrolier de -6,1%, contre 1,1% en 2019, en liaison avec les effets néfastes de la COVID-19 sur les branches d'activités. La croissance économique du secteur pétrolier s'est contractée de -5,3% en 2020, contre -10,9% en 2019, en raison du double effet de la baisse des prix des produits pétroliers et le volume global de production.

Graphique 4 : Évolution du taux de croissance en Guinée Equatoriale
(en % pourcentage)



Sources : BEAC

1.1- Évolution de la contribution de la demande à la croissance globale

La demande intérieure a contribué à nouveau négativement à la croissance en 2020 de 16,9 points, contre une contribution également négative de 9,5 points en 2019, en raison de la détérioration de la consommation et l'investissement tant public que privé.

La contribution de la **consommation globale** à la croissance est restée négative de 14,3 point en 2020, contre une contribution également négative de 0,7 points en 2019, sous l'effet notamment de la détérioration de la consommation privée de -12,5 points en 2020, contre une contribution également de -1,4 point en 2019, suite aux restrictions de mouvement des personnes, et de la perturbation de la chaîne d'approvisionnement en biens et services. De même, la contribution de la consommation publique s'est inversée, passant d'une contribution positive de 0,7% en 2019 à une contribution négative de -1,8%.

Les **investissements bruts** ont contribué à la croissance de -2,6 points en 2020, contre une contribution de -8,8 points en 2019, en raison de la détérioration des investissements tant publics et privés.

Ainsi, les **investissements privés** ont contribué à la croissance de -1,8 points en 2020, contre -5,5 points enregistrés en 2019, en relation avec la détérioration des investissements du secteur non pétrolier. S'agissant des **investissements publics**, leur contribution à la croissance a été de -0,8 point en 2020, contre -3,2 points enregistrés en 2019, en liaison avec la diminution des dépenses d'investissement de l'Etat.

Tableau 3 : Contributions de la demande à la croissance réelle

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
						0	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.
PRODUIT INTERIEUR BRUT	-3,9%	4,5%	8,4%	-4,0%	-0,7%	-9,3%	-9,5%	-2,1%	-3,1%	-4,5%	-5,7%
DEPENSES INTERIEURES BRUTES	17,4%	18,4%	7,3%	1,8%	-1,8%	-29,4%	-6,6%	-2,2%	3,2%	-9,5%	-16,9%
Consommation	24,2%	14,3%	-0,4%	3,8%	3,2%	-22,8%	6,0%	-14,8%	2,3%	-0,7%	-14,3%
Public (Etat)	0,9%	0,5%	7,2%	1,7%	-2,6%	-2,0%	1,0%	0,1%	0,8%	0,7%	-1,8%
Privée	23,3%	13,9%	-7,6%	2,2%	5,8%	-20,8%	4,9%	-14,9%	1,5%	-1,4%	-12,5%
Investissements bruts	-6,8%	4,1%	7,7%	-2,1%	-5,1%	-6,6%	-12,6%	12,7%	0,9%	-8,8%	-2,6%
Formation brute de capital fixe	-6,8%	4,1%	7,7%	-2,1%	-5,1%	-6,6%	-12,6%	12,7%	0,9%	-8,8%	-2,6%
Publics	-6,3%	0,4%	6,5%	-5,1%	-1,8%	-1,3%	-10,8%	-2,5%	0,8%	-3,2%	-0,8%
Privée (Entreprises, ménages et autres)	-0,5%	3,7%	1,2%	3,0%	-3,3%	-5,3%	-1,8%	15,2%	0,0%	-5,5%	-1,8%
dont Secteur pétrolier	-2,2%	2,5%	2,2%	1,3%	-3,7%	-2,2%	-1,0%	8,2%	-0,8%	-5,4%	-0,1%
dont Secteur non pétrolier	1,7%	1,2%	-1,1%	1,7%	0,4%	-3,1%	-0,8%	6,9%	0,9%	-0,2%	-1,6%
Variations des stocks	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
EXPORTATIONS NETTES	-21,4%	-13,9%	1,1%	-5,7%	1,1%	20,1%	-2,8%	0,1%	-6,2%	5,0%	11,1%
Exportations de biens et services non facteur	-4,4%	-19,9%	2,9%	-4,2%	0,3%	-4,2%	-3,8%	2,0%	-6,6%	-6,2%	1,0%
Biens	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Pétrole brut	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Services non facteurs	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Importations de biens et services non facteur	-17,0%	6,0%	-1,8%	-1,6%	0,8%	24,4%	1,0%	-1,9%	0,4%	11,3%	10,2%
Biens	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Secteur pétrolier	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Services non facteurs	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...

Sources: Administrations nationales et BEAC

La **demande extérieure nette** a contribué positivement à la croissance de 11,1 points en 2020, contre une contribution de 5,0 points en 2019, notamment en raison d'une diminution des importations résultantes des mesures de lutte contre la propagation du COVID-19 et de l'application de la nouvelle réglementation des changes.

1.1- Evolution de la contribution de l'offre à la croissance globale

En 2020, tous les secteurs d'activités ont contribué négativement à la croissance réelle. Pour le secteur primaire, la contribution à la croissance est restée négative de -0,1%, contre une croissance de -3,0% en 2019. La contribution du secteur secondaire s'est située à -2,8%, contre -3,1% en 2019. De même, le secteur tertiaire est devenu le plus touché par la crise sanitaire avec une contribution négative de 2,8% en 2020, contre une contribution positive de 1,5% en 2019.

Tableau 4 : Contributions des secteurs à la croissance réelle

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
						0	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.
Secteur primaire	-2,1%	-1,1%	3,9%	-5,5%	0,7%	-2,6%	-6,4%	-4,8%	-2,9%	-3,0%	-0,1%

Agriculture	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%
Cultures d'exportations	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Secteur de subsistance	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Elevage et chasse	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Sylviculture et exploitation forestière	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%	-0,1%	-0,2%	-0,3%	0,0%
Pêche	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Pétrole	-2,0%	-0,9%	2,8%	-5,3%	0,5%	-2,4%	-5,7%	-4,9%	-2,7%	-2,6%	0,0%
Gaz naturel	-0,1%	-0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	-0,1%	-0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres industries extractives	-0,1%	-0,1%	1,1%	-0,2%	0,0%	-0,2%	-0,8%	0,1%	0,0%	-0,1%	-0,1%
Secteur secondaire	-4,3%	4,0%	3,4%	-1,6%	-2,7%	-7,1%	-4,4%	2,3%	-2,2%	-3,1%	-2,8%

Méthanol et Autres Gaz	-2,6%	1,1%	-0,8%	1,0%	0,1%	-5,8%	1,1%	1,4%	-2,4%	-2,4%	-2,2%
Industries manufacturières	0,2%	-0,1%	-0,2%	0,2%	0,3%	0,4%	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%	0,0%
Energie, gaz et eau	0,1%	0,1%	0,1%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	-0,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Construction	-2,0%	2,9%	4,3%	-2,8%	-3,2%	-1,7%	-5,7%	0,8%	0,1%	-0,8%	-0,5%
Secteur tertiaire	2,9%	2,4%	1,2%	2,5%	0,5%	0,0%	1,4%	0,3%	1,9%	1,5%	-2,8%

Commerce, restaurant et hôtel	1,1%	-0,2%	-0,5%	0,6%	0,4%	1,6%	0,9%	0,0%	0,1%	0,9%	-2,0%
Transports et télécommunications	0,6%	-0,1%	-0,3%	0,0%	0,5%	0,8%	0,6%	0,1%	0,1%	0,2%	-0,3%
Services financiers et immobiliers	0,2%	0,2%	0,1%	-0,1%	0,0%	0,1%	0,1%	0,0%	0,2%	0,0%	-0,1%
Services pétroliers	0,3%	0,9%	1,5%	1,9%	-0,7%	-3,8%	-0,4%	0,2%	0,4%	-0,5%	-0,1%
Administrations publiques	0,3%	1,8%	0,5%	-0,1%	0,0%	0,7%	0,4%	0,3%	0,7%	0,8%	0,0%
Autres services	0,4%	-0,1%	-0,1%	0,3%	0,2%	0,6%	-0,1%	-0,2%	0,3%	0,1%	-0,4%
PIB au coût des facteurs	-3,6%	5,3%	8,5%	-4,6%	-1,5%	-9,7%	-9,4%	-2,2%	-3,2%	-4,5%	-5,7%
Taxes nettes sur les produits	-0,4%	-0,8%	-0,1%	0,6%	0,8%	0,4%	-0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	-0,1%
PIB à prix constants	-3,9%	4,5%	8,4%	-4,0%	-0,7%	-9,3%	-9,5%	-2,1%	-3,1%	-4,5%	-5,7%
Pour mémoire											

. Secteur pétrolier	-4,8%	0,0%	2,0%	-4,3%	0,7%	-8,3%	-4,6%	-3,4%	-5,2%	-5,1%	-2,3%
. Secteur non pétrolier	0,9%	4,5%	6,4%	0,4%	-1,4%	-1,0%	-4,8%	1,3%	2,1%	0,6%	-3,5%

Sources: Administrations nationales, FMI et BEAC

1.2.1- Secteur primaire

- **Agriculture vivrière**

La contribution de l'agriculture vivrière est restée nulle en 2020, malgré les efforts du gouvernement pour favoriser ce secteur. Ainsi, des mesures spéciales ont été accordées aux producteurs et commerçant des *produits vivriers* et d'élevage pour limiter l'impact des

mesures de confinement adoptées face à la crise sanitaire, notamment l'interdiction des déplacements des lieux de production à la métropole. Malgré les mesures prises, ces restrictions ont constitué un frein pour l'approvisionnement adéquat des principaux marchés en produits vivriers. Le coût du transport terrestre a plus que triplé dans certaines villes, passant de 3.000 FCFA à près de 15.000 FCFA (exemple, trajet Bata-Ebebiyin) et de nombreux produits ont connu une hausse généralisée des prix.

Par ailleurs, selon le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage, de la Forêt et de l'Environnement, la Guinée Equatoriale à travers le Plan National de Développement Agricole et Elevage, envisage d'augmenter à court terme sa capacité de production en produits vivriers à travers l'exécution des divers projets agricoles tels que le projet de plantation et industrialisation de palmiers, de la canne à sucre, du manioc et autres. Plus précisément :

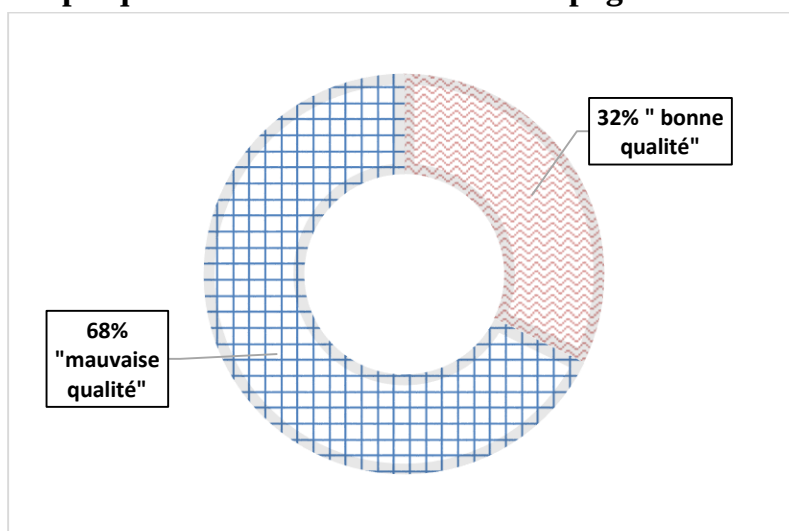
- **Projet de plantation et transformation d'arachide et de maïs.** Ce projet qui prévoit de s'étaler sur 6 champs de 50 Ha chacun, localisés dans les districts de Mbini, Bata, Niefang, Micomeseng, Añisok et Nsoc-Nsomo, prévoit une production 12 Tm/Ha. Son coût est estimé à 724 millions FCFA.
- **Projet de plantation de riz.** Le poids du riz dans les importations a obligé le Ministère à mener des études appropriées afin que le riz soit cultivé sur place. Ainsi, une superficie de 500 Ha a été potentiellement identifiée dans les districts de Niefang, Mbini et Nsoc-Nsomo. Le coût estimatif du projet est de 1.500 millions FCFA.
- **Projet de plantation de légumes.** L'objectif est d'augmenter la consommation dans les grandes villes de ces produits, dont la plantation reste rudimentaire et insuffisante. Ainsi, le pays souhaite augmenter la production de 40 Tm/Ha, avec un coût estimatif de 570 millions de FCFA.
- **Projet de plantation des arbres fruitiers.** L'objectif est d'augmenter la production des fruits tropicaux, subtropicaux et d'autres espèces exogènes. Ce projet prévu sur une superficie de 200 Ha est prévu dans les districts de Bata, Mongomo, Micomeseng et Oveng et son coût estimatif est de 1.250 millions de FCFA.

- ***Agriculture d'exportation Cacao, Café et Coco***

La production nationale en produit agricoles d'exportation est plus remarquée dans la filière cacaoyère, qui bénéficie d'une subvention à la production et d'un budget annuel pour l'absorption des quantités produites par l'Institut National de la Promotion Agricole en Guinée Equatoriale (INPAGE). L'agriculture de café et coco continue de s'opérer de

manière informelle dans la partie continentale du pays, et au cours des quatre dernières campagnes, leur production n'a pas été absorbé par l'Etat, comme cela a pu être le cas pour le cacao. En effet, observant les campagnes cacaoyères des quatre dernières années de 2016 à 2020, il ressort une production cumulée de cacao de 2.541,7 tonnes, dont 99,6% proviendrait de la partie insulaire et 0,4% de la partie continentale. Les responsables du secteur attribuent l'écart de production entre les deux zones à l'insuffisance des moyens financiers pour mener une vaste campagne d'absorption des produits dans la partie continentale. Par ailleurs, concernant la qualité du cacao produit, il ressort qu'au cours des quatre dernières années, 32% de cacao est de degré I « bonne qualité », et 68% de cacao est de degré II « mauvaise qualité ». Ainsi, les responsables du secteur attribuent la mauvaise qualité de la production au manque de formation de certains agriculteurs, mais aussi au manque des moyens financiers pour achever les étapes nécessaires à l'obtention des fèves de cacao de qualité. De ce fait, la production de cacao de mauvaise qualité, implique des pertes financières pour l'Etat qui absorbe une partie de la production pour la revendre à des clients internationaux à des prix inférieurs au prix d'achat fixé par le décret n°11/2019, du 19 février qui établit le prix de 1.010 FCFA le KG de cacao de degré I et 900 FCFA le KG de degré II.

Graphique 5: Production Cacao- Campagne 2016-2020



Par ailleurs la production de la campagne 2020/2021 s'est située à 415 tonnes, contre 513 tonnes de la campagne précédente, soit une réduction de 19,03%. Cette réduction intervient au moment où la Côte d'Ivoire et le Ghana (1^{er} et 2^{ème} producteurs mondial) ont déclenché une guerre ouverte aux grandes négociants agricoles en les imposant de payer un premium de \$400/tonne de fèves de cacao. L'objectif étant de garantir un revenu aux producteurs. Cette hausse tarifaire a provoqué un tollé chez les exportateurs surtout européens qui continuent de chercher d'autres débouchés.

- **L'élevage**

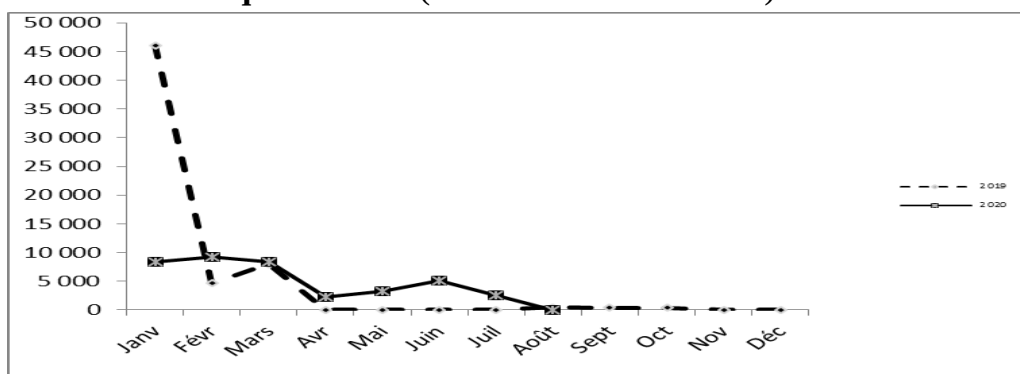
La contribution à la croissance de l'élevage est restée nulle. Les projets d'Elevages les plus importants sont ceux de la ferme de volailles d'Asok, localisée dans la région continentale, et de la ferme porcine et d'ovins de Riaba, localisée dans la région insulaire. La production des œufs dans la ferme d'Asok a baissé et elle est estimée à 730 œufs par/jour en 2020 (24,3 alvéoles/jour) contre une production de 25.000 œufs (833 alvéoles/jour) au début du projet en 2016. Cette réduction est due aux difficultés d'approvisionnement dans les délais et en quantité suffisante d'aliments de bétail. S'agissant de la production des autres têtes d'animaux, la production des données statistiques reste insuffisante.

- **La branche sylviculture**

La contribution à la croissance de cette branche en 2020 s'est stabilisée, passant d'une contribution de -0,3% à 0,0%, en liaison avec l'application du décret 182/2018 du 27 novembre 2018 qui interdisant l'exportation du bois en grume à partir du 31 mars 2019. Par ailleurs, le décret numéro 93/2020, du 26 octobre portant autorisation pour circonstances spéciales de l'exportation de bois en grume n'a pas eu les effets escomptés au quatrième trimestre 2020.

Ainsi, les données au 31 décembre 2020 de la Délégation Régionale des Forêts à Bata, reflètent une diminution de 31,2% du volume cumulé de la production du bois en grume, se situant à 41,2 milliers de m3 en 2020, contre 59,9 milliers de m3 un an auparavant.

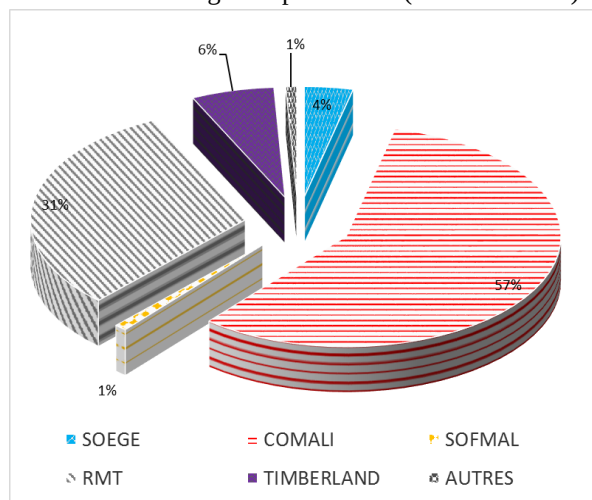
Graphique 6 : Évolution de la production de bois en grume de la Guinée Equatoriale (volume en mètres cubes)



Sources : Délégation Régional des Forêts à Bata

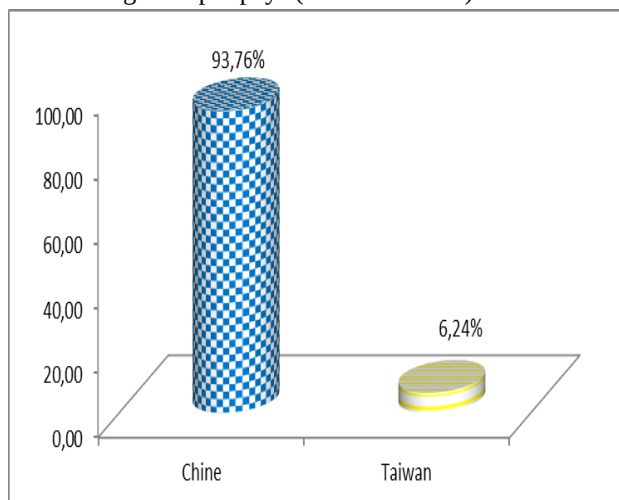
S'agissant des exportations de bois en grume, le volume total exporté a diminué de 89,3%, se situant à 53,1 milliers de m3, contre 498,9 milliers de m3 en intervalle d'un an.

Graphique 7 : Exportation du bois en grume par société (Volume en m3)



Source : Délégation Régionale des Forêts

Graphique 8 : Exportation du bois en grume par pays (Variation en %)



Source : Délégation Régionale des Forêts

• *Le secteur de la pêche*

En ce qui concerne la pêche, bien que faisant partie des secteurs stratégiques de la Guinée Equatoriale, la contribution à la croissance de cette activité est restée à nouveau nulle en 2020. En effet, le Gouvernement et les bailleurs de fonds continuent de doter le secteur des infrastructures nécessaires à une production à grande échelle. La pêche industrielle est exercée par trois compagnies internationales « AGAC », « SENEGALAISE DE THON S.A. », et « ANABAC » qui ont obtenus 22 licences (22 bateaux) de pêche dans l'espace maritime de la Guinée Equatoriale et qui exportent directement les poissons capturés. En ce qui concerne l'activité de la pêche au niveau national, l'on recense la pêche artisanale menée par les paysans, le bateau de pêche « PALE » acquis par la Guinée Equatoriale et 7 licences de pêche nationales (7 bateaux), généralement opérées par les chinois, dont l'activité reste irrégulière du fait des nombreuses contraintes du secteur. Par ailleurs, les données au 31 décembre 2020 transmises par le ministère en charge de la pêche, montrent que les captures de la pêche par les compagnies internationales ont diminué de 34,7% en intervalle d'un an, passant d'un volume de 113.688,0 tonnes en 2019 à 74.216,0 tonnes en 2020.

• *Le secteur pétrolier*

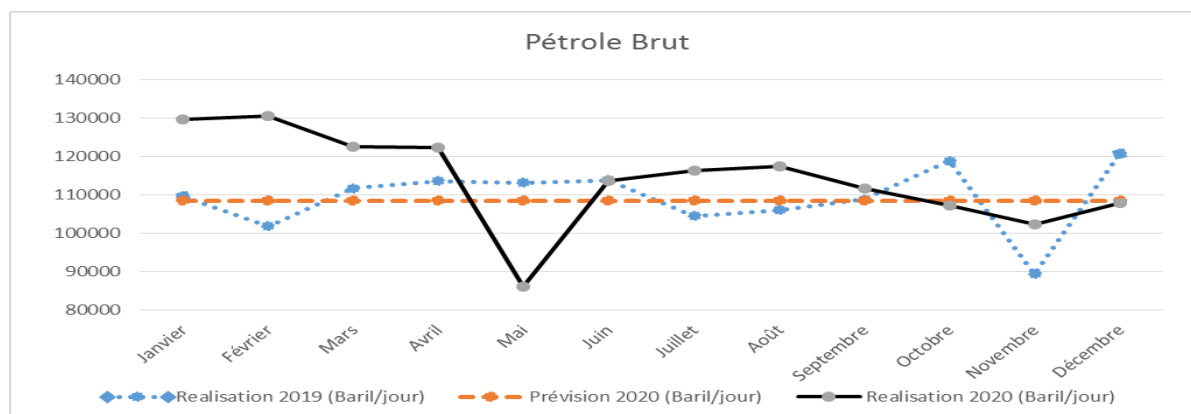
La contribution à la croissance de ce secteur s'est améliorée, passant d'une contribution négative de 2,6% à une contribution de 0,0% en 2020.

Ainsi, d'après les informations transmises par le Ministère des Mines et Hydrocarbures, la production du pétrole brut (+4%) et du pétrole condensat (-12,6%) au 31 décembre 2020, soit une hausse cumulée de 0,06%, se situant à 52,45 millions de barils (143.708 barils/jour), contre 52,42 millions de barils (143 627 barils/jour) à la même

période de l'année précédente. L'évolution par type de produits se présente de la manière suivante :

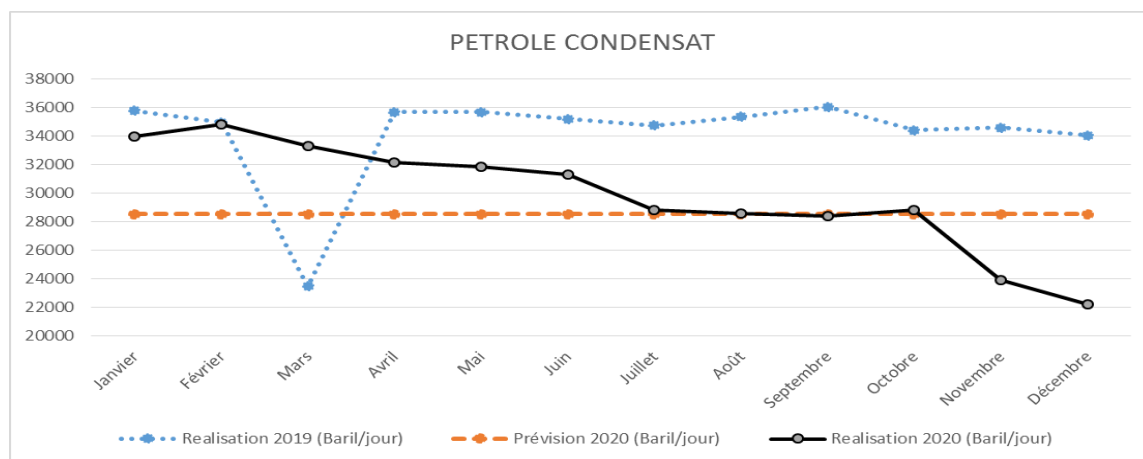
✓ **Pétrole brut**

En 2020, la production moyenne mensuelle de pétrole brut a été de 113.885 barils/jours, contre 109.479 barils/jours en 2019, soit une hausse de 4,0%, grâce aux bons résultats dégagés par la connexion des puits 6P de Noble Energy et SS24, SS25 et Z17 de la Société MEGI, malgré l'existence de la crise sanitaire.



✓ **Pétrole condensat**

En 2020, la production moyenne mensuelle de pétrole condensat s'est située à 29.822,6 barils/jours, contre 34.148,3 barils/jours en 2019, soit une baisse de 12,6% en raison de l'arrivée à maturité des certains champs et l'arrêt programmé de la production du fait de l'implémentation des travaux de backfilling.



S'agissant des *extractions minières*, suite à la promulgation de la Loi minière n°1/2019 du 29 novembre 2019 et ses règlements, le pays a signé les 5 premiers contrats d'exploration minière du pays avec les sociétés Manhattan Mining Investment Co, Blue

Magnolia et Shefagold et, aussi la capitalisation des contrats pour le lancement du projet de la zone industrielle de minerais de Kogo et de la raffinerie d'or.

1.2.2- Secteur secondaire

En 2020, d'après les estimations de la BEAC, le secteur secondaire a contribué négativement à la croissance de 2,8 points, contre une contribution également négative de 3,1 points en 2019.

✓ Branche Gaz Naturel Liquéfié (LNG), Méthanol et Autres Gaz

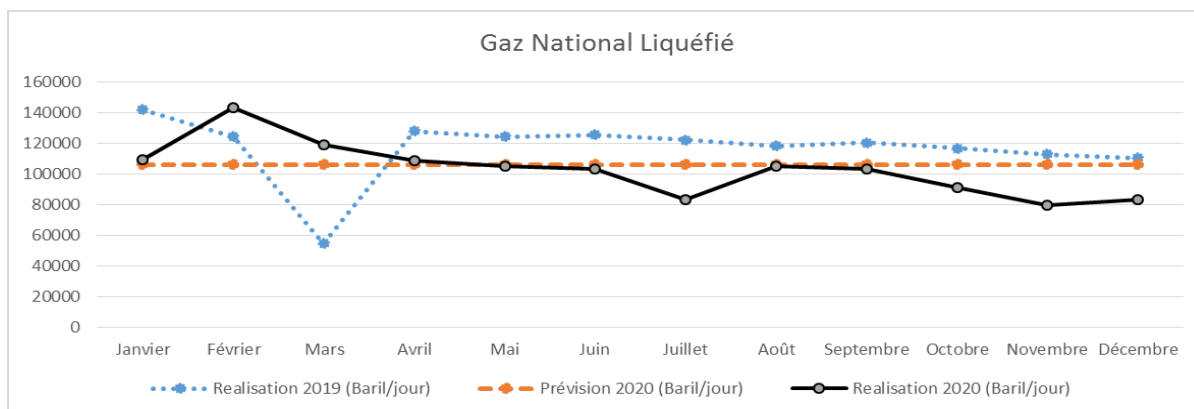
La branche Gaz National Liquéfié (LNG), *méthanol et autres gaz* a contribué négativement à la croissance de -2,2 points en 2020, contre un apport toujours négatif de 2,4 points en 2019, du fait de la diminution naturelle des réserves du gaz. Par contre, les travaux déjà réalisés de construction du pipeline d'exportation du gaz Alen devrait permettre de prolonger le cycle d'exploitation du gaz. Le volume additionnel de gaz naturel attendu du champ Alen pour le champs Alba s'estime entre 200 et 300 millions de pieds cubes/jour et la capacité du pipeline est fixée à 950 millions de pieds cubes/jour. Celles-ci représentent des quantités potentiellement énormes de gaz qui, non seulement assureront la poursuite des opérations à Punta Europa, mais pourraient également soutenir des nouvelles industries de traitements et de monétisation de gaz.

Ainsi, d'après les informations transmises par le Ministère des Mines et Hydrocarbures, la production total de gaz au 31 décembre 2020 a diminué de 13,2%, se situant à 133,24 milliers de BEP²/jours en 2020, contre 153,48 milliers de BEP/jours en 2019. L'évolution de cette branche d'activité en 2020 a été la suivante :

○ Gaz Naturel Liquéfié (LNG)

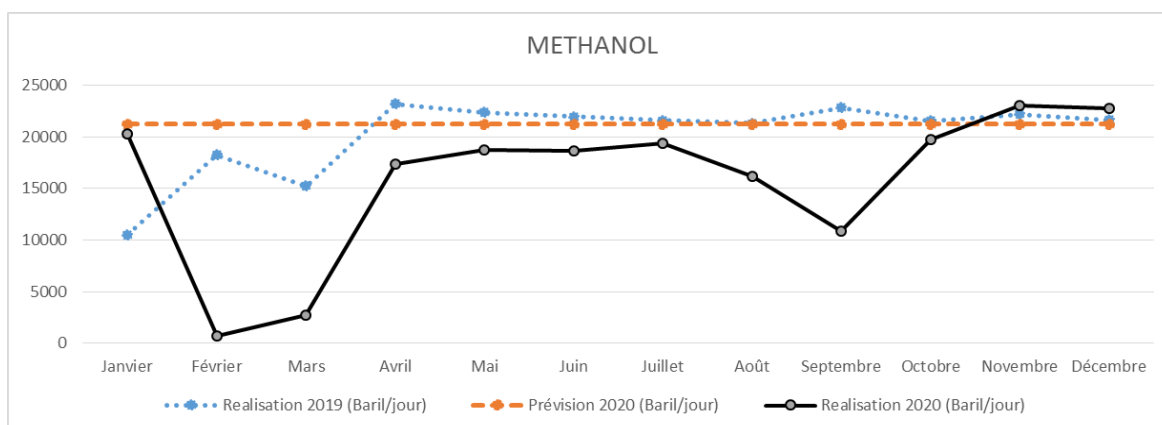
En 2020, la production moyenne mensuelle de Gaz National Liquéfiée a été de 16.303,2 m³/jours, contre 18.538,7 m³/jours en 2019, soit une baisse de 12,0%. Cette situation devrait se renverser dès la première réception du gaz Alen opéré par Chevron, société multinationale qui a acquis le champ Alen de Noble Energy en 2020.

² Barils équivalent pétrole



○ **Méthanol**

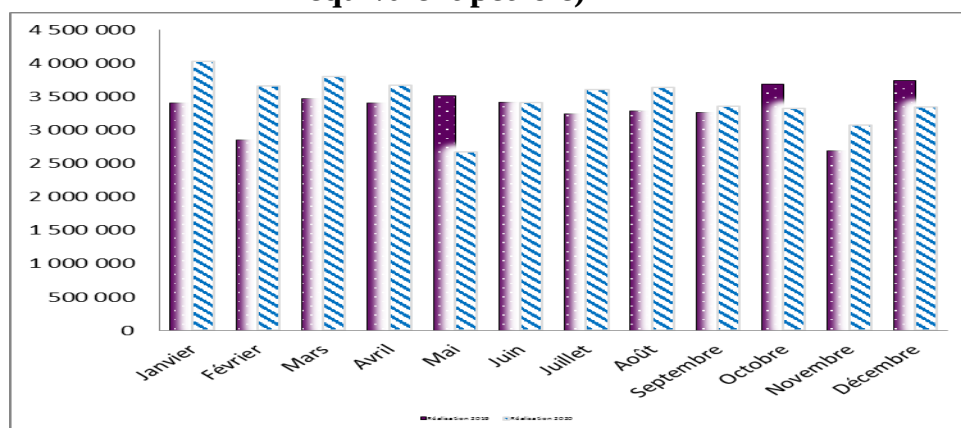
En 2020, la production moyenne mensuelle de Méthanol a été de 2.019,7 TM/jour, contre 2.555,6 TM/jour en 2019, soit une baisse de 23,5%. Cette production s'est située en dessous de la prévision de début d'année 2020 ainsi que des réalisations à la même période de 2019. Cette baisse est attribuable à des travaux de maintenance réalisés au niveau des installations, notamment la fermeture temporaire et le programme de rotation du personnel.



○ **Autres Gaz**

La production des autres Gaz constitués de Propane, Butane et LPG en 2020 a été, en moyenne mensuelle de 15.169,7 barils/jour, contre 16.650,0 barils/jour en 2019, soit une baisse de 8,9%.

Graphique 9 : Évolution de la production de gaz en 2019 et 2020 (en barils équivalent pétrole)



Sources : BEAC et Ministère des Mines et Hydrocarbures

✓ **Industries forestier et manufacturier**

En 2020, la transformation du bois a augmenté de 4,6% se situant à 17,9 milliers de m³ (soit 28,6% du total de la production), contre 17,2 milliers de m³ en 2019 (soit 43,5% du total de la production). Cependant, l'exportation du bois transformé a doublé, passant de 23.455,5 m³ en 2019 à 50.327,4 m³ en 2020, soit une augmentation de 114,5%. Ainsi, les revenus sur la vente du bois transformé se sont situés à 6 119,8 milliards de FCFA en 2020, contre 2 780,1 milliards de FCFA en 2019.

Par ailleurs, le Gouvernement équato-guinéen a promulgué le décret n°98 du 10 novembre 2020 portant fixation de prix minimum de vente de bois local et à l'exportation au régime FOB et par espèce, conformément au décret n°2997/97 du 12 août 1997 qui prévoit dans son article 86, la fixation des prix de vente de bois chaque 6 mois. La dernière actualisation des prix de bois a été adoptée par décret n°50/1995. Ainsi, le prix de vente à l'international du bois transformé équato-guinéen a augmenté de 10%, passant d'un prix moyen mensuel de 180,7 euros/m³ en 2019 à 199,3 euros/m³ en 2020.

S'agissant des *autres industries manufacturières*, l'activité est restée peu dynamique, passant d'une contribution de 0,1% en 2019 à 0,0% en 2020, en raison de la conjoncture du secteur du fait de la poursuite des mesures restrictives de lutte contre la propagation du COVID-19. De ce fait, malgré cette situation de crise sanitaire, la production des bières a augmenté de 43,8%, passant de 163,2 milliers d'hectolitres de bières produites en 2019 à 234,8 milliers d'hectolitres de bières produit un an plus tard, influencé par l'ouverture d'un grand entrepôt à Malabo et le durcissement des mesures d'importation des mêmes produits en provenance de Douala-Cameroun. De même, la production des boissons gazeuses s'est établie à 80,8 milliers d'hectolitres, contre 77,4 milliers d'hectolitres un an plutôt, soit une hausse de 4,4%. Par contre, la production de

vin s'est orientée à la baisse de 31,5% se situant à 104,6 milliers d'hectolitres en 2020, contre 152,7 milliers d'hectolitres en 2019.

Dans la *branche énergie, gaz domestique et eau*, la contribution à la croissance de cette dernière est restée à nouveau stable. Par ailleurs, la production de l'électricité s'est augmentée de 3,7% passant de 1 043,2 millions de Kwh en 2019 à 1 081,7 millions de kwh en 2020.

L'apport à la croissance de la branche *BTP* est resté négatif de 0,5 point, contre un apport également négatif de 0,8 point en 2019, en liaison avec la rationalisation des ressources de l'Etat, ainsi que la prise en compte des recommandations du Fonds Monétaire International (FMI).

- **Secteur tertiaire**

Après dix ans de contribution positive, le secteur tertiaire a contribué négativement à la croissance à hauteur de 2,8 points en 2020, contre un apport positive de 1,5 point en 2019, en relation avec la diminution drastique des activités du commerce en général, restauration et hôtel, transport et télécommunications, services financières et immobilières, administration publique et autres services.

Concernant la branche *commerce, restauration et hôtels* la contribution à la croissance est passé de 0,9 points en 2019 à -2,0 points en 2020, en raison du disfonctionnement des activités touristiques, hôtels et restauration du fait des restrictions des mouvements des personnes et de la perturbation de la chaîne d'approvisionnement en biens et services, ainsi que les difficultés liées aux transferts de capitaux résultant de l'application de la nouvelle réglementation de change.

Ainsi, les données fournies par les grandes surfaces commerciales du pays montrent que le chiffre d'affaires est passé de 177,1 milliards de FCFA en 2019 à 159,0 milliards de FCFA en 2020, soit une réduction de 10,2%. De même, le chiffre d'affaires des sociétés de vente d'équipements et matériel de construction a diminué de 47,9%, passant de 18,8 milliards de FCFA en 2019 à 9,8 milliards de FCFA à la même période de l'année 2020. Pour les ventes de véhicules neufs, le chiffre d'affaires s'est détérioré de 33,9% se situant à 10,3 milliards en 2020. En ce qui concerne la vente des produits raffinés du pétrole (essence, gasoil, jet A1 et pétrole lampant), les données au 31 décembre 2020 montrent une diminution du volume de 17,8%, revenant à 228,9 millions de litres, contre 278,5 millions de litres un an auparavant, lié notamment aux restrictions du transport aérien et inter-urbain ainsi que des constantes interruptions d'approvisionnement en carburant de la part des entreprises du secteur.

Par contre, le taux d'occupation moyen annuelle au 31 décembre 2020 des principaux hôtels de la Guinée Equatoriale est passé de 30,4% en 2019 à 32,4% en 2020 en liaison avec la mise en quarantaine obligatoire dans les hôtels de la ville des passagers internationaux, de personnes testées positives du COVID-19 et les employés du secteur pétroliers avant de se rendre dans les plateformes pétrolières.

En ce qui concerne la branche *transports et télécommunications*, l'apport à la croissance est passé d'une contribution positive de 0,2 point en 2019 à une contribution négative de 0,3 point en 2020, expliqué essentiellement par la contraction des activités du transport aérien liées aux mesures de lutte contre la propagation du COVID-19.

S'agissant du transport aérien, les données de l'Agence de Navigation Aérienne en Afrique et Madagascar (ASECNA), montrent que le nombre de vols s'est inscrit à la baisse de 50,0%, revenant à 12 570 vols en 2020, contre 25 138 vols en 2019. De même, le nombre de passagers s'est inscrit à la baisse de 62,1% passant de 1 054 302 passagers en 2019 à 398.867 passagers en 2020 (286 872 nationaux, 50 829 régionaux et 61 166 internationaux).

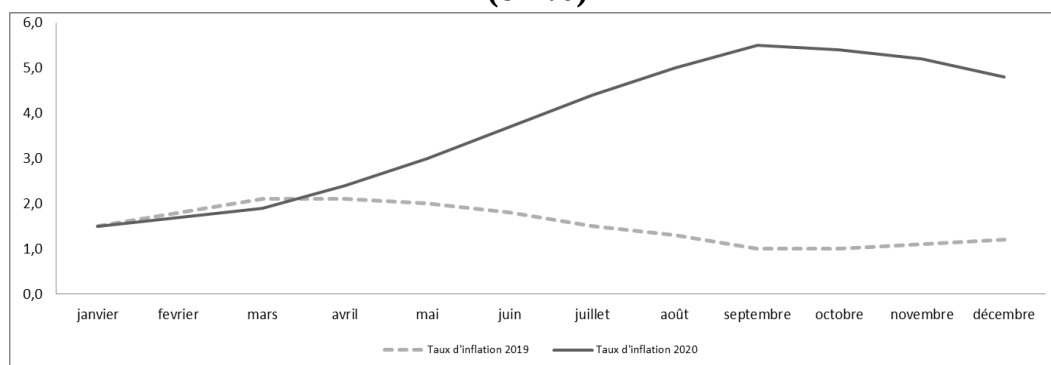
Au niveau du trafic transfrontalier des marchandises, le volume des exportations au 31 décembre 2020 a atteint 215 277 tonnes, contre 415 064 tonnes un an auparavant, soit une réduction de 48,1%, favorisé par la réduction des exportations de bois en grume, du cacao, ainsi que des restrictions liées à la fermeture des frontières terrestres. Dans le même sens, le volume des importations a baissé de 5,32%, revenant à 717 685 tonnes en 2020, contre 758 046 tonnes à la même période de l'année précédente.

Ainsi, les données cumulées des différentes sociétés font état d'un accroissement des abonnées en téléphone mobile de 3,6% et abonnement internet de 15,9%, grâce au projet FTTH consistant l'installation de la fibre optique à 15.000 foyers de la ville de Malabo. Par contre, les abonnés du téléphone fixe ont reculé de 2,9%.

▪ **Analyse des prix**

S'agissant des prix, les données publiées par l'Institut Nationale des Statistiques de la Guinée Equatoriale (INEGE) font ressortir un taux d'inflation en moyenne annuelle de 4,8% (au-dessus de la communautaire) au 31 décembre 2020, contre 1,2% un an auparavant. Cette évolution à la hausse s'explique principalement par les contributions positives des postes : (i) « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (2,2%) ; (ii) « boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » (1,1%) ; (iii) « transport » (0,5%) ; (iv) « meubles, équipement et entretien courant des ménages » (0,3%) et autres de 0,2%.

Graphique 10 : Évolution mensuelle du taux d'inflation en moyenne annuelle (en %)



Source : INEGE

■ *Analyse de l'emploi*

Selon les données de la Direction Générale des Statistiques de l'emploi au Ministère du Travail au 31 décembre 2020, les embauches du personnel du secteur privé sont supérieures aux licenciements. Cependant, d'après la même source les demandes d'emploi restent supérieures à l'offre, ce qui signifie que le secteur privé n'est pas assez dynamique pour absorber toutes les demandes d'emploi. Cependant, les statistiques de l'emploi restent déficientes et ne permettent pas d'apprécier l'évolution de l'emploi par secteur.

B. FINANCES PUBLIQUES

La politique budgétaire poursuivie par l'Etat en 2020 a été régie par certains décrets pris par le Gouvernement, notamment le décret n° 43/2020 du 31 mars, relative aux Mesures Economiques d'Urgences pour le Renforcement du Système National de Protection Social et Appui aux PME pour lutter contre la Covid-19, ainsi que le décret 136/2019 relatif à l'adoption du mémorandum sur les politiques économiques et financières, résultantes des négociations entre le FMI et la Guinée Equatoriale. Ces décrets visent à la rationalisation des dépenses courantes et d'investissement, ainsi qu'à l'optimisation de la collecte des impôts et l'augmentation des recettes publiques dans un contexte particulier de crise sanitaire et de suivi du programme financier avec le FMI.

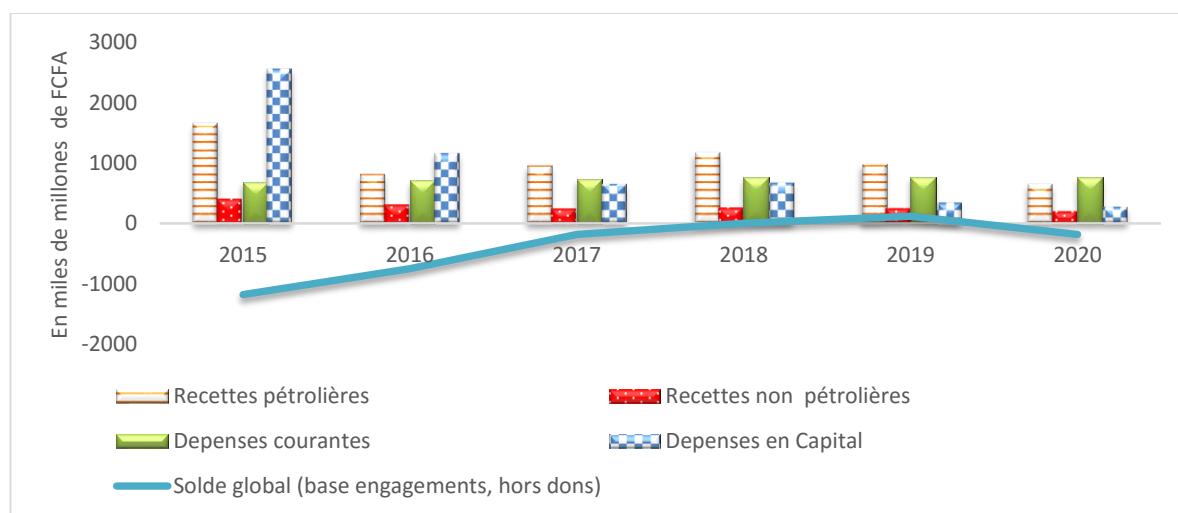
En attendant les données définitives de l'exécution budgétaire au 31 décembre 2020, les données provisoires communiqués par la Direction du Budget font ressortir une baisse des **recettes budgétaires totales** de 34%, s'établissant à 820,5 milliards FCFA, contre 1.240,5 milliards FCFA à la même période de l'année précédente. Cette réduction s'explique, notamment, par la dégradation de recettes liées à l'activité pétrolière de 37% et des recettes non pétrolières de 23%. En effet, les **recettes pétrolières** auraient atteint 622,5

milliards FCFA et les **recettes non pétrolières** à 197,9 milliards FCFA, contre, respectivement, 983,7 milliards FCFA et 256,8 milliards FCFA à la même période en 2019.

En ce qui concerne les **dépenses publiques**, les chiffres reflètent une exécution à fin décembre 2020 à hauteur de 926,9 milliards FCFA, soit une contraction de 17% par rapport à l'année 2019 pour un montant de 1.111 milliards FCFA. Les **dépenses en capital** se situeraient à 237,5 milliards FCFA, contre 339,8 milliards FCFA en 2019 (-17,9%) et les **dépenses courantes** seraient à 689,3 milliards FCFA, contre 771,4 milliards FCFA en 2019 (-11%).

En conclusion, selon les données préliminaires de l'exécution budgétaire au 31 décembre 2020, la gestion des finances publiques devrait se solder par un déficit budgétaire de 106,4 milliards FCFA, contre un excédent de 129,4 milliards de FCFA à la même période de l'année 2019.

Graphique 11 : Évolution des Finances Publiques



Source : Direction Générale de Budget

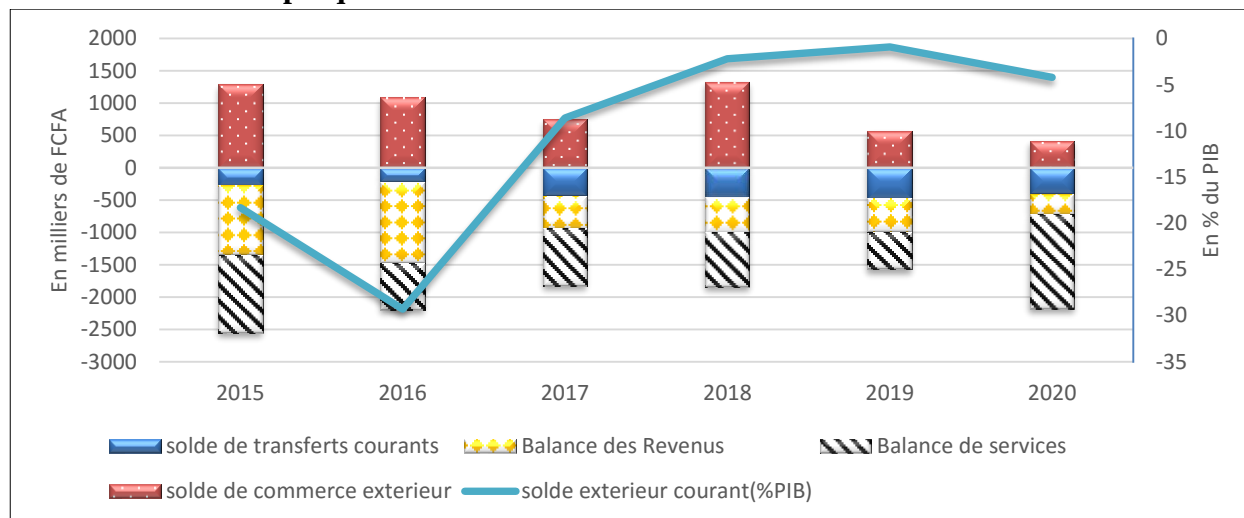
C. SECTEUR EXTERIEUR

S'agissant des comptes extérieurs, le déficit des transactions courantes, dons officiels inclus, se contracterait de -4,2% du PIB en 2020, contre -0,9% du PIB en 2019, en raison d'une part, de la dégradation des termes de l'échange, et d'autre part de la détérioration de la balance commerciale.

En effet, le solde excédentaire de la balance commerciale se contracterait de 45,6%, pour se situer à 820,2 milliards de FCFA en 2020, contre 1.507,9 milliards de FCFA en 2019, en raison principalement du double effet prix et volume liée à la chute des prix des

hydrocarbures de 35,0% et de diminution des exportations du pétrole brut, pétrole condensat, LNG, méthanol et autres gaz.

Graphique 12 : Évolution de la balance courante 2015-2020



D. EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES

Au 31 décembre 2020, la situation des agrégats monétaires de la Guinée Equatoriale, s'est caractérisée par une détérioration de la position extérieure globale, une augmentation du crédit intérieur et une baisse des agrégats de la monnaie au sens large par rapport au 31 décembre 2019.

Quant à la masse monétaire au sens large (M2), elle a enregistré une baisse de 6,99%, en glissement annuel, liée à la diminution des disponibilités monétaires.

1. Evolution des contreparties de la masse monétaire au sens large

1.1. Avoirs extérieurs nets

Dans l'ensemble, les avoirs extérieurs bruts ont connu une évolution à la baisse, tandis que les engagements extérieurs ont évolué à la hausse.

Cette diminution des avoirs extérieurs bruts s'explique principalement par la baisse des avoirs extérieurs des banques de la Guinée Equatoriale qui ont connues une diminution de 27,45%, passant de 151,86 milliards de FCFA à fin décembre 2019 à 110,17 milliards de FCFA un an plus tard.

En ce qui concerne les engagements extérieurs, nous constatons une hausse de 56,65% entre décembre 2019 et décembre 2020. Cette augmentation est due à

l'accroissement des engagements de la Banque Centrale de 151,58 milliards de FCFA, soit 103,92%.

En définitive, les avoirs extérieurs nets se sont situés à -251,08 milliards de FCFA au 31 décembre 2020, contre -76,96 milliards de FCFA en décembre 2019.

1.2. Crédit intérieur

L'évolution du crédit intérieur s'est caractérisée par l'augmentation de la position débitrice de l'Etat envers le système monétaire, ainsi que la stabilité des concours à l'économie.

❖ Créances nettes sur l'Etat

La Position nette de l'Etat vis-à-vis du système monétaire est ressortie débitrice de 711,27 milliards de FCFA à fin décembre 2020, contre une position toute aussi débitrice de 384,22 milliards de FCFA au 31 décembre 2019. Cette position débitrice de l'Etat vis-à-vis du système monétaire s'explique principalement par la hausse des avances des banques commerciales à l'Etat (Bons de Trésor et Assimilés).

❖ Crédits à l'Economie

L'encours des crédits à l'économie s'est stabilisé dans l'ensemble. Il s'est situé à 942,53 milliards de FCFA à fin décembre 2020, contre 942,44 milliards de FCFA au 31 décembre 2019.

Par la suite, l'analyse des crédits à l'économie suivant leur maturité fait ressortir, à fin décembre 2020 la situation suivante: 747,44 milliards de FCFA de crédits à court terme, et 195,09 milliards de FCFA de crédits à moyen et long termes. En termes d'analyse globale, les crédits à court terme représentent 79,30% du total des crédits à l'économie, tandis que les crédits à moyen et long terme 20,70%.

2. Evolution de la masse monétaire au sens large (M2) et de ses contreparties

La masse monétaire a diminué de 6,99%, en raison de la baisse des disponibilités monétaires de 11,38%. L'analyse des composantes de disponibilités monétaires fait ressortir une baisse de la monnaie scripturale de 16,23%, contre une hausse de la monnaie fiduciaire de 7,63%.

Par contre, la quasi-monnaie a enregistré une hausse de 7,27%, passant de 251,99 milliards de FCFA à fin décembre 2019, à 270,31 milliards de FCFA un an plus tard. En

ce qui concerne la structure de la masse monétaire, les disponibilités monétaires représentent 72,85% au 31 décembre 2020, contre 76,46% au 31 décembre 2019; et la quasi-monnaie représente 27,15% à fin décembre 2020, contre 23,54% douze mois auparavant.

E. SITUATION COMPTABLE DE LA BANQUE CENTRALE

La situation comptable de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) en Guinée Equatoriale au 31 décembre 2020, comparée à celle qui prévalait un an plus tôt, s'est caractérisée, à l'actif, par une baisse des avoirs extérieurs et, au passif, une hausse des engagements à vue.

Ainsi, le taux de couverture des engagements extérieurs à vue par les avoirs extérieurs de la **CEMAC** s'est établi à 66,90% à fin décembre 2020, contre 64,00% à fin décembre 2019.

A L'ACTIF

Les disponibilités extérieures ont décliné de 151,00%, passant de -95,62 milliards de FCFA au 31 décembre 2019, à -240,01 milliards de FCFA au 31 décembre 2020.

Les créances sur les banques de la Guinée Equatoriale ont augmenté de 71,20%, se situant à 181,00 milliards de FCFA au 31 décembre 2020, contre 105,73 milliards de FCFA au 31 décembre 2019. Elles sont consécutives aux concours du Marché Monétaire, notamment le guichet «Pensions et Autres», en faveur des banques commerciales.

Les créances sur le Trésor National sont restées quasi-stable à -0,04% en glissement annuel. Elles se sont situées à 608,74 milliards de FCFA à fin décembre 2020, contre 608,98 milliards de FCFA un an plus tôt. Cette quasi-stabilité s'explique principalement par la consolidation des crédits à l'Economie sur l'Etat Equato-guinéen.

La position de la Guinée Equatoriale auprès du FMI a diminué légèrement de 4,37%. Elle s'est chiffrée à 45,54 milliards de FCFA à fin décembre 2020, contre 47,62 milliards de FCFA à la même date un an auparavant.

Ainsi, les avoirs extérieurs bruts de la Guinée Equatoriale (les avoirs extérieurs à vue, les autres avoirs extérieurs, les encaisses en Or et les avoirs auprès du FMI) passent de -48,00 milliards de FCFA au 31 décembre 2019, à -194,47 milliards de FCFA au 31 décembre 2020, soit une diminution de 184%.

Pour l'ensemble de la Zone d'émission **CEMAC**, le solde créditeur du Compte d'Opérations s'est établi à 3 632,51 milliards de FCFA à fin décembre 2020.

AU PASSIF

Au 31 décembre 2020 la circulation fiduciaire, c'est-à-dire les billets et pièces en circulation dans le système monétaire de la Guinée Equatoriale, a augmenté de 5,50%, en se situant à 219,16 milliards de FCFA, contre 207,73 milliards de FCFA au 31 décembre 2019.

En ce qui concerne les dépôts du Trésor et des Comptables Publics, ils ont diminué de 46,86%. En effet, ils se sont situés à 119,16 milliards de FCFA à fin décembre 2020, contre 224,25 milliards de FCFA à fin décembre 2019, en raison principalement de la diminution des fonds de stabilisation des recettes budgétaire de 97,69%.

Les dépôts des banques et institutions financières auprès de l'Institut d'Emission ont augmenté de 13,51%, pour s'établir à 184,51 milliards de FCFA en décembre 2020, contre 162,54 milliards de FCFA un an auparavant.

La Base Monétaire de la Guinée Equatoriale (la monnaie en circulation, les réserves des banques, les dépôts du Trésor et des Comptables Publics et les dépôts des banques auprès de la BEAC, dépôts des institutions financières non bancaires) s'est élevée à 379,77 milliards de FCFA à fin décembre 2020, contre 345,30 milliards de FCFA un an plutôt.

F. SITUATION BANCAIRE

1. Evolution de la situation bilantielle

Le total agrégé des bilans des banques en Guinée Equatoriale s'établit à 1 628 Milliards de F CFA. Il a régressé de 0,2 % au cours du mois de décembre 2020 et de 0,1 % par rapport au 31 décembre 2019.

Les dépôts collectés s'élèvent à 1 038 Milliards de F CFA (63,8 % du total du bilan). Ils ont diminué de 0,6 % en cadence mensuelle et de 4,8 % en variation annuelle.

Les crédits bruts à la clientèle sont de 1 014 Milliards de F CFA. Ils ont stagné au cours du dernier mois écoulé. Mais, en dépit de cette évolution, ils sont en augmentation de 0,2 % par rapport à décembre 2019. Les provisions pour dépréciation des comptes clientèle ont régressé de 12,7 % au cours du mois de décembre 2020. Néanmoins, elles sont en augmentation de 3,3 % par rapport au niveau atteint l'année précédente à la même date. Elles s'établissent à 177 Milliards de F CFA. En conséquence, les crédits nets se fixent à 837 Milliards de F CFA (51,4 % du total du bilan), soit une variation mensuelle de 3,3

% et annuelle de -0,5 %.

Les créances en souffrance s'élèvent à 537 Milliards de F CFA. Elles représentent 53,0 % des crédits bruts contre 52,9 % et 49,5 % respectivement un et douze mois auparavant. Ainsi, la qualité apparente du portefeuille s'est dégradée, comparée aussi bien à la situation du mois précédent qu'à celle qui prévalait en décembre 2019. Le taux de couverture des créances en souffrance par les provisions se situe à 32,9 % contre 37,7 % le mois précédent et 34,1 % en décembre 2019. Les déclarations des banques et les résultats des dernières vérifications font ressortir un besoin de provisions complémentaires de 28 Milliards de F CFA. Ce besoin était estimé à 5 Milliards de F CFA le mois précédent et à 33 Milliards de F CFA l'année précédente à la même date.

La couverture des crédits par les dépôts s'établit à 124,0 % (contre 128,9 % un mois plus tôt et 129,7 % en décembre 2019). Ainsi, les opérations avec la clientèle dégagent un excédent de ressources de 201 Milliards de F CFA. On relevait un excédent de 234 Milliards de F CFA le mois précédent et de 249 Milliards de F CFA en décembre 2019.

Les banques de la Guinée Equatoriale dégagent un excédent des capitaux permanents de 168 Milliards de F CFA par rapport aux valeurs immobilisées. Le mois précédent, un excédent de 157 Milliards de F CFA était observé. A fin décembre 2019, il s'élevait à 195 Milliards de F CFA.

L'excédent de trésorerie se situe à 392 Milliards de F CFA (24,1 % du total du bilan). Il a enregistré des fluctuations de -4,0 % et -16,4 %, respectivement par rapport à la situation du mois précédent et à celle prévalant douze mois plus tôt.

Tableau 5 : Évolution de la situation bilantielle
(en millions de francs CFA)

En millions de FCFA	31/12/2018	31/12/2019	30/06/2020	30/09/2020	30/11/2020	31/12/2020
DEPOTS DE LA CLIENTELE	1 263 814	1 090 664	1 115 075	1 077 941	1 045 019	1 038 265
Crédits bruts	1 259 878	1 012 158	1 003 221	993 583	1 012 801	1 013 738
Créances en souffrance	473 901	500 811	507 365	519 040	535 634	537 163
Provisions pour dépréciation des comptes de la clientèle	166 814	170 924	181 693	170 454	202 146	176 503
CREDITS NETS	1 093 064	841 234	821 528	823 129	810 655	837 235
CAPITAUX PERMANENTS	286 386	292 940	279 736	277 693	256 715	282 054
VALEURS IMMOBILISEES	99 918	98 407	102 970	101 676	99 372	114 120
AUTRES POSTES NETS	31 357	25 727	25 536	15 784	17 156	23 505
EXCEDENT / DEFICIT DE TRESORERIE	388 575	469 690	495 849	446 613	408 863	392 469
TOTAL DU BILAN	1 817 583	1 630 261	1 640 981	1 657 364	1 631 076	1 627 822

Source : Cerber

2. Respect des normes prudentielles

Au 31 décembre 2020³, sur la base des fonds propres déterminés selon le règlement COBAC R-2016/03, la situation prudentielle des 5 banques de la Guinée Equatoriale déclarantes est résumée ci-après :

- **trois banques** sont en infraction par rapport aux dispositions relatives à la représentation du capital minimum ;
- **aucune banque** extériorise un ratio de capitaux propres inférieur au minimum de 6 % ;
- **trois banques** extériorisent un ratio de fonds propres de base inférieur au minimum de 7,5 % ;
- **trois banques** extériorisent un ratio de couverture des risques pondérés par les fonds propres nets inférieur au minimum de 9,5 % ;
- **trois banques** enfreignent la limite globale de l'octuple des fonds propres nets pour la somme des risques pondérés supérieurs à 15 % desdits fonds propres ;
- **trois banques** ne se conforment pas à la limite individuelle des risques pondérés encourus sur un même bénéficiaire pour un montant maximum de 45 % de leurs fonds propres nets ;
- **trois banques** présentent un ratio de couverture des immobilisations par les ressources permanentes en-dessous du minimum requis de 100 % ;
- **deux banques** affichent un rapport de liquidité inférieur au minimum réglementaire de 100 % ;
- **quatre banques** ne parviennent pas à financer au moins à hauteur de 50 % (seuil réglementaire) leurs emplois à plus de cinq ans de durée résiduelle par des ressources permanentes ;
- enfin, **quatre banques** enfreignent la limite globale des *engagements sur leurs actionnaires, administrateurs et dirigeants ainsi que sur leur personnel* fixé à 15 % des fonds propres nets.

Au total, **aucune banque** ne dispose d'un niveau de fonds propres satisfaisant pour respecter l'ensemble des ratios prudentiels assis sur cet agrégat au 31 décembre 2020.

Le coefficient de transformation et la limite globale des engagements sur les apparentés sont les normes les moins respectées.

³ Par décision COBAC D-2020/104 portant mesures d'adaptation de la réglementation prudentielle applicable aux établissements assujettis à la COBAC, la Commission Bancaire a diminué le volant de conservation des fonds propres de 2,5 % à 1,5 % à compter du 31 juillet 2020.

G. EVOLUTION DU MARCHE MONETAIRE

L'activité du marché monétaire s'est caractérisée par (i) une tendance haussière des refinancements de la BEAC en faveur des établissements de crédit de la place, en lien avec les besoins accrus de liquidités des banques, (ii) le recul du volume des transactions interbancaires, et (iii) la reconduction du programme de rachat, par la BEAC, de titres publics sur le marché secondaire.

Ainsi, l'activité du Marché Monétaire et des Titres Publics de la Guinée Equatoriale s'établit comme suit :

▪ COMPARTIMENT DES INTERVENTIONS DE LA BANQUE CENTRALE

Le compartiment des interventions de la Banque Centrale a été marqué par la poursuite de la mise en œuvre des orientations du CPM, arrêtés lors de sa session ordinaire du 27 mars 2020, notamment (i) la suspension des opérations de reprise de liquidités, démarrés en février 2020, au profit du refinancement du système bancaire pour atténuer l'impact de la crise sanitaire liée à la COVID 19 sur les économies de la CEMAC, (ii) le relèvement du montant de l'enveloppe globale susceptible d'être mise à la disposition des établissements de crédit à hauteur de 500 milliards FCFA, et (iii) la reprise des opérations d'injection de liquidité à plus longue maturité afin d'offrir aux établissements de crédits des ressources stables dont ils ont besoin pour couvrir leurs emplois à moyen terme et faire face à la baisse des dépôts de la cliente.

Dans ce contexte, le volume moyen de liquidités injectées par la Banque Centrale dans le système bancaire de la Guinée Equatoriale s'est établi à 156 milliards FCFA en décembre 2020, contre 105 milliards de FCFA un an auparavant. Ils augmentent de 3% en cadence mensuelle et de 49% en variation annuelle. Les opérations de Facilités Permanentes de Prêt Marginal à 24h ont représenté 77% du volume total de ces interventions.

a) *Operations principales d'injection de liquidités (OPIL)*

Au titre de l'opération principale d'injection de liquidités à 7 jours, la Banque Centrale a lancé au mois de décembre 2020, cinq appels d'offres sous régionaux pour une mise en adjudication de 250 milliards de FCFA à chaque intervention.

Ainsi, l'encours moyen des avances consentis par l'Institut d'Emission au système bancaire de la place s'est accru de 24 milliards, passant de 12 milliards en décembre 2019, à 36 milliards FCFA en décembre 2020, avec un pic de 38 milliards FCFA. Cette évolution est due à la hausse du volume des liquidités mise en adjudication par la BEAC, depuis mars

2020, pour tenir compte des besoins de liquidités accrus des banques, face à la crise sanitaire liée à la pandémie du Covid-19.

Concernant le coût des ressources, le taux moyen pondéré des montants adjudés s'est situé à 3,26 % au mois de décembre 2020, légèrement au-dessus du niveau du TIAO, contre 6,00 % un an auparavant.

b) Operations d'injection de liquidités a maturité longue (OILML)

Aucune opération au titre de cet instrument n'a été annoncée par la BEAC au mois de décembre 2020. Néanmoins, dans le cadre des mesures prises par le CPM pour limiter les effets de la crise de la COVID-19 sur les économies de la CEMAC, trois opérations ont été lancées par l'Institut d'Emission en août, septembre et octobre 2020, à raison de 50 milliards par opération, avec un montant global de 25 milliards mobilisés par les banques de la place.

c) Operations principales de reprise de liquidités (OPRL)

Sur la période sous revue, aucune opération de reprise de liquidité n'a été organisée par la BEAC en rapport avec la décision du CPM du 27 mars 2020, de suspendre ces opérations au profit du refinancement du système bancaire, en raison de la crise sanitaire liée à la pandémie du Covid-19.

d) Facilités permanente de prêt marginal (FPPM)

Entre décembre 2019 et décembre 2020, l'essentielle des concours de la Banque Centrale a été accordé à travers la facilité de prêt marginal à 24h.

Ainsi, le volume moyen de ces avances a progressé de 93 milliards FCFA en décembre 2019 à 120 milliards FCFA en décembre 2020. Cette évolution est en lien avec le relèvement, par le Gouverneur, du plafond de refinancement à la BEAC de la CCEIBANK GE, principale banque recourant à cet instrument, suite à son exclusion des opérations principales d'injection de liquidités.

Tableau 6 : Evolution du compartiment des interventions de la BEAC
(Moyenne mensuelle en milliards de F.CFA)

	31/12/2019	30/11/2020	31/12/2020
OPIL	12	31	36
FPPM	93	120	120
TOTAL	105	151	156

Source : BEAC

e) Guichet spécial de refinancement des crédits à moyen terme irrévocables

Aucune avance n'a été accordée par l'Institut d'émission au système bancaire de la place, au titre du refinancement des crédits d'investissement productif, à travers le guichet spécial de refinancement à moyen terme.

f) Autres interventions

Aucune opération structurelle n'a été déclenchée. Il en est de même pour les opérations de réglage fin, les apports de liquidités d'urgence et des avances intra-journalières.

En outre, la BEAC pourrait racheter des Obligations du Trésor Assimilables sur le marché secondaire en application de la Décision du CPM du 21 décembre 2020, relative au renouvellement du programme de rachat de titres publics sur le marché secondaire, d'un montant plafond de 600 milliards FCFA, à raison de 100 milliards FCFA par Etat membre de la CEMAC.

▪ COLLATERAL DES OPERATIONS DE REFINANCEMENT

L'évolution des actifs, aussi bien négociables et non négociables, ayant servis comme collatéral aux opérations de refinancement de la BEAC, s'établit comme suit :

a) Actifs non négociables

Aucun accord de classement ni autorisation individuelle de mobilisation n'a été octroyé au cours de la période sous revue. Il sied de signaler que les établissements de crédit de la place ont très peu recours au collatéral privé comme garantie aux opérations de refinancement de la BEAC.

b) Actifs négociables

L'encours des titres mis en garantie des opérations de refinancement de la BEAC s'est élevé à 181 milliards FCFA au 31 décembre 2020, contre 106 milliards FCFA au 31 décembre 2019. Ils se sont maintenus quasiment stables en cadence mensuelle mais sont en diminution de 70% en variation annuelle. Les titres publics émis dans la CEMAC représentent 100% des titres détenus en pool par les établissements de crédit de la place.

▪ EVOLUTION DES TAUX D'INTERETS

Les taux d'interventions de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale, réaménagés par le Comité de Politique Monétaire le 27 mars 2020 (Décision N°01/CPM/2020), demeurent inchangés et se présentent comme suit :

- Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO)..... **3,25%** (*inchangé*)
- Taux de la facilité marginale de prêt **5,00%** (*inchangé*)
- Taux de Pénalité aux Banques (TPB) **8,30%** (*inchangé*)
- Taux de la facilité marginale de dépôts..... **0,00%** (*inchangé*)

Les taux de rémunération des dépôts publics à la BEAC demeurent inchangés (Décision 02/CPM/2014 du 08/07/2014) et se présentent comme suit :

- Taux d'Intérêt sur Placements Publics au titre du Fonds de Réserves pour les Générations Futures (TISPP₀)..... **0,40%**
- Taux d'Intérêt sur Placements Publics au titre du Mécanisme de Stabilisation des Recettes Budgétaires (TISPP₁)..... **0,05%**
- Taux d'Intérêt sur Placements Publics au titre des Dépôts Spéciaux (TISPP₂)..... **0,00%**

▪ COMPARTIMENT INTERBANCAIRE

Le compartiment interbancaire s'est caractérisé par un recul du volume des transactions entre décembre 2019 et décembre 2020.

Ainsi, en décembre 2020, aucune transaction interbancaire n'a été enregistrée, contre une (01) opération pour une valeur de 5 milliards FCFA en décembre 2019. Cette évolution reflète particulièrement le niveau de risques perçus par les banques, additionnée à un manque de confiance entre ces derniers qui empêche le développement des nouvelles relations sur le marché, malgré la signature de nombreuses conventions de pension livrée entre eux.

▪ MARCHE DES TITRES PUBLICS

Au mois de décembre 2020, seule une (01) appel d'offres sur Bons du Trésor Assimilables a été lancée par le Trésor, contre aucun appel d'offres à la même période un an auparavant. Le montant mobilisé par le Trésor s'est établi à 9,809 milliards FCFA sur un total émis de 20 milliards FCFA. Le segment des BTA est resté le plus prisé par le Trésor équato-guinéen.

Le coût moyen des ressources levées par le Trésor s'est orienté à la hausse, se situant à 8,43% au mois de décembre 2020, contre un coût moyen de 7,72% un mois plutôt, en lien avec l'accroissement des montants émis et la perception du risque souverain.

L'encours global des titres publics à souscription libre du Trésor Public de la République de Guinée Équatoriale a augmenté de 15%, passant de 530 milliards FCFA à fin décembre 2020, contre 461 milliards FCFA un an auparavant.

▪ **RÉSERVES OBLIGATOIRES**

Les réserves requis des banques sur la période de constitution allant du 11 décembre 2020 au 10 janvier 2021 s'élevaient à 72,80 milliards de FCFA. Ils se sont maintenus quasiment stables en cadence mensuelle mais sont en diminution de 3% en variation annuelle. Sur cette même période, seule une banque n'a pas respecté la constitution des réserves obligatoires, reflétant les tensions de trésorerie de cette banque.

Les coefficients de Réserves Obligatoires ont demeuré inchangés sur la période sous revue, à 7% pour les exigibilités à vue et à 4,5% pour les exigibilités à terme.

▪ **OPERATIONS AVEC LE TRESOR PUBLIC**

Les opérations entre la Banque Centrale et le Trésor équato-guinéen ont évolué comme suit :

a) **Crédits consolidés**

Les créances de la Banque Centrale sur le Trésor National ont diminué de 23 milliards FCA entre décembre 2019 et décembre 2020. En effet, ils sont passés de 608,96 milliards FCFA à fin décembre 2019 pour s'établir à 608,74 milliards FCFA à fin décembre 2020, en lien avec les tombées d'échéances de remboursement mensuelles de la consolidation des avances sur contributions des Etats au GABAC.

Ainsi, au 31 décembre 2020, les créances de la Banque Centrale sur le Trésor National sont composées de :

- ✓ « Créances consolidés sur les Trésors Nationaux » de **608,70 milliards de FCFA**
- ✓ « Avances sur contributions des Etats au GABAC » de **0,04 milliards de FCFA**

b) Placements du Trésor

Les comptes de placements du Trésor ont évolué comme suit :

➤ Mécanisme de Stabilisation des Recettes Budgétaires (MSRB)

Le solde du compte « Mécanisme de Stabilisation des Recettes Budgétaires » s'est établie à 2,16 milliards FCFA au 31 décembre 2020, en repli de 98%, après 120,16 milliards FCFA observé un an auparavant. Cette évolution s'explique principalement par les retraits anticipés effectués par le Trésor.

➤ Fonds des Réserves pour les Générations Futures (FGF)

Le solde du compte « Fonds des Réserves pour les Générations Futures » a progressé de 24,03 milliards FCFA, s'établissant à 70,54 milliards FCFA au 31 décembre 2020 contre 46,51 milliards FCFA un an plutôt. Cette évolution est la conséquence du nouveau placement effectuée par le Trésor, d'une part, et par la capitalisation des intérêts à fin d'exercice, d'autre part.

➤ Dépôts spéciaux

Le solde du compte « Dépôts Spéciaux » est revenu au cours de la période sous revue de 4,23 milliards FCFA à 2,50 milliards FCFA, en repli de 41%. Cette évolution s'explique principalement par le volume des retraits effectués par le Trésor sur ce compte.

III. PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES DE LA GUINEE EQUATORIALE A COURT ET MOYEN TERMES (2021-2023)

Les perspectives d'évolution de l'économie équato-guinéenne restent incertaines en raison de la méconnaissance de l'ampleur de l'évolution de la pandémie du coronavirus COVID-19, ainsi que de l'impact des mesures de relance économique appliquées par le Gouvernement.

En effet, en tenant compte des informations disponibles à la BEAC à fin décembre 2020, les principales hypothèses sur lesquelles reposent l'évolution de l'économie équato-guinéenne entre 2021 et 2023 sont les suivants :

- iv) **Cours des produits de base** : il est prévu une hausse progressive des cours moyens du pétrole brut équatorien sur la période, s'établissant à 48,8 dollars/baril en 2021 (+30,3%), 46,3 dollars/baril en 2022 (-5,1%) et 44,9 dollars/baril en 2023 (-3,0%);
- v) **Production annuelle des hydrocarbures** : le pétrole brut et le condensat diminueraient de -8,6% en 2021, de -14,5% en 2022 et de -13,1% en 2023. Par contre, la production de LNG, Méthanol et autres gaz augmenterait de 27,3% en 2021 en raison de l'aboutissement du projet backfilling, avant de se stabiliser en 2022 et 2023.
- vi) **Mesures publiques de soutien à l'économie** : la Guinée Equatoriale poursuivra les réformes structurelles engagées avec le FMI, et mettra en application le décret n° 43/2020 du 31 mars, relative aux Mesures Economiques d'Urgences pour le Renforcement du Système National de Protection Social et Appui aux PME.

Ainsi, les projections à moyen terme par secteur d'activité seraient les suivantes :

Au niveau du secteur réel, la croissance serait positive en 2021 de 3,0%, avec 4,5% pour le secteur pétrolier et 1,9% pour le secteur non pétrolier, du fait notamment de l'aboutissement du projet backfilling du secteur gazier, qui consisterait à acheminer du gaz additionnel du champ pétrolier ALEN au complexe pétrolier ALBA. Le secteur non pétrolier serait influencé par l'optimisme généré par la dissipation progressive des effets négatifs générés par la crise sanitaire. En 2022 et 2023, la croissance redeviendrait négative à -3,9% et -3,5% respectivement, notamment en raison de la baisse du secteur pétrolier en

2022 et 2023, malgré la bonne tenue de la croissance du secteur non pétrolier qui serait positif.

Au niveau des prix, il est attendu des tensions inflationnistes en relation avec les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement en biens et services et la relance de la demande suite aux effets du COVID-19, mais l'inflation demeurerait en dessous du niveau communautaire de 3,0%.

A niveau des finances publiques, il est attendu une détérioration conséquente du solde budgétaire entre 2021 et 2023, du fait du niveau bas des prix et la production de pétrole, de même que la diminution des recettes et l'augmentation des dépenses se rapportant aux mesures de relance de l'économie suite à la crise sanitaire.

Au niveau du secteur extérieur, le solde du compte courant se dégraderait à -7,6% du PIB en 2021, puis -9,6% du PIB en 2022 et -11,3% du PIB en 2023. Cette situation serait expliquée par l'orientation à la baisse de la production des hydrocarbures.

Au niveau du secteur bancaire et monétaire, le taux de couverture de la monnaie sous-régionale resterait confortable, et les crédits à l'économie seraient en augmentation sur la période 2021-2023.

ANNEXES

Tableau 1 : Principaux indicateurs économiques et financiers 2010-2024

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2021	2021	2022	2023	2024
	(Variations annuelles, en %)					0	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Prév.	Prév.	Prév.	Prév.	Prév.	Prév.
PIB, prix et population																	
Taux de croissance (PIB global en termes réels)	-3,9	4,5	8,4	-4,0	-0,7	-9,3	-9,5	-2,1	-3,1	-4,5	-5,7	3,0	3,1	-0,7	-3,9	-3,5	-4,6
dont secteur pétrolier	-7,5	0,1	3,4	-7,7	1,2	-15,0	-8,8	-6,5	-10,3	-10,9	-5,3	4,5	4,5	-0,7	-9,3	-8,7	-11,3
secteur non pétrolier	2,5	11,9	15,7	0,9	-3,1	-2,2	-10,1	2,8	4,2	1,1	-6,1	1,9	1,9	-0,7	0,3	0,1	-0,2
Taux de croissance démographique	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Inflation/ (prix à la consommation - en moyen	5,6	4,8	3,6	3,0	4,3	1,7	1,4	0,8	1,3	1,2	5,0	2,9	2,9	2,9	2,7	2,9	2,9
Finances publiques																	
Recettes totales	-9,8	32,5	12,1	-15,7	-3,0	-20,9	-45,4	6,7	20,0	-14,2	-30,4	2,2	2,2	-23,3	-3,0	-2,5	-1,7
dont recettes pétrolières	-11,4	36,2	8,1	-14,2	-8,2	-25,9	-51,2	17,6	23,4	-16,5	-33,3	0,6	0,6	-31,4	-12,5	-12,3	-13,2
recettes non pétrolières	8,4	-1,3	44,1	-17,9	48,8	9,5	-21,5	-21,0	7,2	-4,3	-19,3	7,1	7,2	2,3	25,1	17,9	16,0
Dépenses totales	-11,0	9,9	45,4	-17,3	2,6	-4,9	-42,2	-26,1	3,7	-22,3	-6,5	3,9	3,9	3,9	-6,9	0,8	0,9
dont dépenses courantes	31,5	10,3	62,9	6,9	-10,9	-11,9	4,2	2,6	3,9	1,3	-0,7	6,2	6,2	6,2	1,0	0,4	0,5
dépenses en capital	-16,9	9,9	41,5	-23,4	7,4	-2,9	-54,6	-43,7	3,4	-48,8	-19,6	-2,5	-2,5	-2,5	-30,5	2,3	2,9
Monnaie et crédit																	
Avois extérieurs nets	-25,9	37,3	43,1	4,8	-31,6	-47,6	-80,9	-57,1	42,0	-177,7	-177,7	77,6	77,7	-27,8	-418,2	49,3	78,2
Crédits à l'économie	36,4	26,1	-15,3	33,6	17,3	14,0	3,7	1,4	1,8	-20,6	-0,2	-26,5	-26,5	-27,5	1,7	-40,6	-5,9
Créances nettes sur l'Etat	56,0	-105,7	8,5	-18,0	43,9	71,6	227,4	50,9	3,6	97,8	3,3	24,8	24,8	57,8	31,6	23,5	1,8
Monnaie monétaire (M2)	48,9	6,1	55,6	6,9	-13,6	-10,8	-16,0	1,0	-2,6	-7,9	-7,5	8,3	8,3	6,8	7,1	8,2	7,8
Concours de la BEAC aux banques	...	...	...	...	...	200,0	52,8	-34,5	93,3	-39,2	67,4	-26,6	-26,6	-26,6	-23,1	-10,0	-11,1
Taux de couverture extérieure (fin de période)	122,4	101,8	100,9	100,7	80,6	55,9	8,4	7,1	7,1	7,3	7,7	15,1	15,1	8,2	9,4	13	27
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB non	3,04	2,96	2,24	2,21	2,63	2,88	3,18	3,35	3,63	4,09	4,30	4,15	4,15	4,15	3,97	3,78	3,61
Taux directeur BEAC - TIAO (fin de période	4,00	4,00	4,00	3,25	2,95	2,95	2,45	2,95	3,50	3,50	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25
Secteur extérieur																	
Exportations, fob	27,0	16,7	10,2	-17,2	-9,9	-46,1	-28,5	24,4	13,6	-16,5	-38,5	19,9	19,9	-6,9	-8,7	-11,7	-12,0
Importations, fob	54,5	-20,6	7,1	-3,5	-4,6	-23,1	-6,4	-11,4	-0,9	-22,0	-30,4	33,8	33,8	11,7	-4,9	-3,1	-2,7
Termes de l'échange	25,0	38,4	-2,0	-3,0	-10,3	-46,5	-5,3	26,6	24,9	-6,5	-34,0	24,6	24,6	-0,8	6,6	-3,1	-3,0
Variation des prix à l'exportation	32,8	42,7	5,4	-9,4	-10,5	-36,1	-19,3	23,9	24,3	-3,1	-36,5	20,2	20,2	-4,3	0,9	-3,7	-2,2
Variation des prix à l'importation	6,2	3,1	7,6	-6,6	-0,2	19,4	-14,8	-2,2	-0,4	3,6	-3,7	-3,5	-3,5	-3,5	-5,3	-0,6	0,8
Taux de change effectif réel	(8,7)	0,5	-1,2	6,9	5,8	-0,1	1,5	-1,6	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Taux de change effectif réel des exportatio	(8,7)	0,5	-1,2	7,0	5,9	0,1	1,3	-1,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Taux de change effectif réel des importatio	1,2	2,4	-0,2	1,7	3,1	-0,2	2,1	-2,9	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Marge de compétitivité cumulée depuis 19	(46,7)	(47,5)	-45,7	-55,8	-64,8	-64,6	-67,0	-64,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaie et crédit																	
(Contribution à la croissance de la masse monétaire, en %)																	
Avois extérieurs nets	-58,4	41,6	62,4	6,4	-41,3	-49,2	-49,1	-7,7	2,4	-15,2	-12,7	16,8	16,9	-5,9	-18,4	10,6	7,9
Avois intérieurs nets	107,2	-35,5	-6,8	0,5	27,7	38,4	33,1	8,7	-5,1	7,3	5,2	-8,6	-8,5	12,7	25,5	-2,5	-0,1
Crédit intérieur net	113,4	-36,1	-2,3	2,3	34,4	36,7	31,4	11,0	0,8	6,4	1,8	-8,5	-8,5	12,8	25,6	-2,4	-0,1
Créances nettes sur l'Etat	91,1	-50,7	7,9	-9,9	26,6	28,1	28,4	9,7	-1,0	27,5	2,0	16,7	16,7	39,0	24,5	22,4	1,9
Crédits à l'économie (crédits actifs)	22,3	14,7	-10,2	12,2	7,9	8,6	2,9	1,4	1,8	-21,1	-0,2	-25,2	-25,1	-26,2	1,1	-24,9	-2,0
Autres postes nets	-6,2	0,6	-4,5	-1,8	-6,8	1,7	1,7	-2,3	-5,8	0,9	3,4	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,0
Monnaie monétaire (M2)	48,9	6,1	55,6	6,9	-13,6	-10,8	-16,0	1,0	-2,6	-7,9	-7,5	8,3	8,3	6,8	7,1	8,2	7,8
Comptes nationaux																	
(Contribution à la croissance réelle, en %)																	
Produit intérieur brut	-3,9	4,5	8,4	-4,0	-0,7	-9,3	-9,5	-2,1	-3,1	-4,5	-5,7	3,0	3,1	-0,7	-3,9	-3,5	-4,6
dont secteur pétrolier	-4,8	0,0	2,0	-4,3	0,7	-8,3	-4,6	-3,4	-5,2	-5,1	-2,3	2,0	2,0	-0,3	-4,1	-3,6	-4,4
secteur non pétrolier	0,9	4,5	6,4	0,4	-1,4	-1,0	-4,8	1,3	2,1	0,6	-3,5	1,1	1,1	-0,4	0,2	0,1	-0,1
Demande intérieure brute	17,4	18,4	7,3	1,8	-1,8	-29,4	-6,6	-2,2	3,2	-9,5	-16,9	8,6	8,6	-1,2	-0,3	-2,3	-3,0
Consommation	24,2	14,3	-0,4	3,8	3,2	-22,8	6,0	-14,8	2,3	-0,7	-14,3	8,2	8,3	-0,1	0,4	-1,6	-1,8
Publique	0,9	0,5	7,2	1,7	-2,6	-2,0	1,0	0,1	0,8	0,7	-1,8	1,5	2,1	2,1	-0,8	0,1	-0,4
Privée	23,3	13,9	-7,6	2,2	5,8	-20,8	4,9	-14,9	1,5	-1,4	-12,5	6,7	6,1	-2,2	1,2	-1,7	-1,4
Investissements bruts	-6,8	4,1	7,7	-2,1	-5,1	-6,6	-12,6	12,7	0,9	-8,8	-2,6	0,4	0,4	-1,1	0,6	-0,7	-1,2
Publics	-6,3	0,4	6,5	-5,1	-1,8	-1,3	-10,8	-2,5	0,8	-3,2	-0,8	0,4	0,4	0,4	-0,2	0,0	-0,1
Privés (Entreprises et ménages)	-0,5	3,7	1,2	3,0	-3,3	-5,3	-1,8	15,2	0,0	-5,5	-1,8	0,0	0,0	-1,5	-0,4	-0,7	-1,1
dont secteur pétrolier	-2,2	2,5	2,2	1,3	-3,7	-2,2	-1,0	8,2	-0,8	-5,4	-0,1	1,3	1,3	0,2	-0,8	-0,3	-0,4
secteur non pétrolier	1,7	1,2	-1,1	1,7	0,4	-3,1	-0,8	6,9	0,9	-0,2	-1,6	-1,3	-1,3	-1,7	0,4	-0,4	-0,7
Variation des stocks	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Exportations nettes	-21,4	-13,9	1,1	-5,7	1,1	20,1	-2,8	0,1	-6,2	5,0	11,1	-5,6	-5,6	0,5	-3,7	-1,3	-1,6
Exportations de biens et services non facteu	-4,4	-19,9	2,9	-4,2	0,3	-4,2	-3,8	2,0	-6,6	-6,2	1,0	-1,7	-1,7	-0,7	-4,1	-2,9	-3,5
Importations de biens et services non facteu	-17,0	6,0	-1,8	-1,6	0,8	24,4	1,0	-1,9	0,4	11,3	10,2	-3,9	-3,9	1,2	0,4	1,6	1,9
Comptes nationaux																	
(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)																	
Investissements	32,8	33,1	39,4	39,1	35,8	46,7	28,2	31,8	29,4	26,3	27,7	28,7	28,7	28,3	29,0	29,2	29,2
dont Secteur pétrolier	1,9	3,9	5,7	7,0	3,6	3,1	1,1	10,3	8,6	8,3	9,1	10,9	10,9	9,2	10,7	9,9	9,2
Epargne intérieure	55,1	68,4	75,5	64,5	55,0	47,9	24,0	37,8	41,6	40,3	36,2	35,5	35,5	33,2	34,1	31,6	29,0
Epargne nationale	13,6	29,3	40,9	37,4	33,8	32,4	2,7	30,0	33,8	32,5	30,6	27,6	27,6	27,0	26,0	24,4	22,8
Finances publiques																	
Recettes totales	26,6	30,3	30,7	27,5	26,9	29,8	19,1	18,6	20,6	18,5	15,2	14,1	14,1	11,5	13,8	13,6	13,5
Recettes pétrolières	24,0	28,1	27,4	25,0	23,1	24,0	13,7	14,8	16,8	14,6	11,6	10,6	10,6	7,8	9,3	8,3	7,2
Recettes non pétrolières	2,6	2,2	3,3	2,5	3,8	5,8	5,4	3,9	3,8	3,8	3,7	3,6	3,6	3,7	4,5	5,4	6,3
Dépenses totales	31,2	29,4	38,6	34,0	35,2	46,9	31,8	21,4	20,5	16,6	18,4	17,4	17,4	18,9	16,3	16,6	16,9
Dépenses courantes	5,6	5,3	7,8	8,9	8,0	9,9	12,1	11,3	10,9	11,5	13,5	13,0	13,0	14,2	13,3	13,5	13,7
Dépenses en capital	25,5	24,1	30,8	25,1	27,2	37,0	19,7	10,1	9,7	5,2	4,9	4,4	4,4	4,7	3,1	3,2	3,3
Solde budgétaire primaire (déficit -)	-4,3	1,2	-7,6	-6,1	-7,7	-16,6	-11,8	-2,4	0,8	2,7	-1,8	-1,8	-1,8	-5,8	-0,8	-1,3	-1,7
Solde budgétaire primaire (hors intérêts)	-4,3	1,2	-7,6	-6,1	-7,7	-16,6	-11,8	-2,4	0,8	2,7	-1,8	-1,8	-1,8	-5,8	-0,8	-1,3	-1,7
Solde budgétaire primaire (hors intérêts et rec	-72,6	-77,8	-95,4	-75,3	-72,2	-69,4	-40,2	-27,7	-26,6	-18,4	-17,8	-17,4	-17,4	-17,9	-13,7	-12,4	-11,2
Solde budgétaire, base engagements hors don	-4,5	0,9	-8,0	-6,5	-8,3	-17,0	-12,7	-2,8	0,1	1,8	-3,2	-3,3	-3,3	-7,4	-2,5	-3,0	-3,4
Solde budgétaire, base engagements dons cor	-4,5	0,9	-8,0	-6,5	-8,3	-17,0	-12,7	-2,8	0,1	1,8	-3,2	-3,3	-3,3	-7,4	-2,5	-3,0	-3,4
Solde budgétaire de base (déficit -)	-4,5	0,9	-8,0	-6,5	-8,3	-17,0	-12,7	-2,8	0,1	1,8	-3,2	-3,3	-3,3	-7,4	-2,5	-3,0	-3,4
Solde budgétaire de référence (>= -1,5 % du	-1,4	-2,8	-12,8	-10,3	-9,9	-20,9	-6,6	-1,3	-2,7	-0,7	-3,9	-3,2	-2,4	-4,2	-2,0	-2,8	-3,0
Secteur extérieur																	
Exportations de biens et services non facteurs,	81,2	81,6	81,5	71,9	65,3	51,0	43,9	51,2	53,2	47,2	36,6	38,9	38,9	34,1	36,3	33,2	30,1
Importations de biens et services non facteurs,	58,9	46,4	45,3	46													

Tableau 2 : Évolution de la production de bois en grume (volume en m3)

PERIODE	Volume Mensuel			Volume cumulé		
	2 019	2 020	Var.19/20	Cumul 19	Cumul20	Var.19/20
Janv	46 082	8 315	-81,96	46 082	8 315	-81,96
Févr	4 661	9 193,0	97,21	50 743	17 508	-65,50
Mars	7 961	10 384,1	30,43	58 704	27 892	-52,49
Avr	0	2 242,3		58 704	30 134	-48,67
Mai	0	3 502		58 704	33 636	-42,70
Juin	0	5 066		58 704	38 703	-34,07
Juil	0	2 521		58 704	41 224	-29,78
Août	462,02	0	-100,00	59 166	38 896	-34,26
Sept	356,700	0	-100,00	59 166	41 224	-30,33
Oct	368	0	-100,00	59 523	41 224	-30,74
Nov	0	0	-100,00	59 891	41 224	-31,17
Déc	0	0		59 891	41 224	-31,17

Tableau 3 : Évolution de l'exportation de bois en grume (volume en m3)

PERIODE	Volume Mensuel			Volume cumulé		
	2 019	2 020	Var.19/20	Cumul 19	Cumul20	Var.19/20
Janv	43 070	40 012	-7,10	43 070	40 012	-7,10
Févr	39 314	0	-100,00	82 384	40 012	-51,43
Mars	117 569	0	-100,00	199 953	40 012	-79,99
Avr	0	7 442		199 953	47 454	-76,27
Mai	0	1 940		199 953	49 394	-75,30
Juin	32 000	0	-100,00	231 953	49 394	-78,71
Juil	22 268	0	-100,00	254 221	49 394	-80,57
Août	0	441		254 221	49 835	-80,40
Sept	0	0		254 221	49 835	-80,40
Oct	0	3 318		254 221	53 154	-79,09
Nov	155 737	0	-100,00	409 958	53 154	-87,03
Dec	88 968	0	-100,00	498 926	53 154	-89,35

Tableau 4 : Évolution de la transformation de bois en grume (volume en m3)

	Volume Mensuel			Volume cumulé		
	2 019	2 020	Var.19/20	Cumul 19	Cumul20	Var.19/20
Janv	924,2	2 531,2	173,88	924	2 531	173,88
Févr	3 088,2	2 200,5	-28,74	4 012	4 732	17,93
Mars	3 093,7	2 219,4	-28,26	7 106	6 951	-2,18
Avr	0	512		7 106	7 463	5,02
Mai	40,66	0	-100,00	7 147	7 463	4,42
Juin	341,3	1 621,46	375,03	7 488	9 084	21,32
Juil	1 618,8	1 753,28	8,31	9 107	10 838	19,00
Août	1 987,7	2 767,1	39,21	11 095	13 605	22,62
Sept	1 651,2	0	-100,00	12 746	13 605	6,74
Oct	2 017,2	4 341,1	115,21	14 763	17 946	21,56
Nov	1 226,5	0	-100,00	15 989	17 946	12,23
Déc	1 172,9	0	-100,00	17 162	17 946	4,56

Tableau 5 : Évolution de la production du pétrole brut (volume en barils)

PERIODE	VOLUME MENSUEL EN TONNE		VOLUME MENSUEL EN BARILS			VOLUME CUMULE EN BARILS		
	2 019	2 020	2 019	2 020	Var 19/20	2 019	2 020	Var 19/20
Janvier	413 355	489 137	3 400 702	4 024 159	18,33	3 400 702	4 024 159	18,3
Février	346 717	444 461	2 852 467	3 656 613	28,19	6 253 169	7 680 772	22,8
Mars	421 104	461 660	3 464 452	3 798 110	9,63	9 717 621	11 478 882	18,1
Avril	414 351	446 566	3 408 897	3 673 931	7,77	13 126 518	15 152 813	15,4
Mai	426 709	324 683	3 510 567	2 671 185	-23,91	16 637 085	17 823 998	7,1
Juin	415 357	414 351	3 417 171	3 408 893	-0,24	20 054 256	21 232 891	5,9
Juillet	393 761	438 168	3 239 497	3 604 839	11,28	23 293 753	24 837 730	6,6
Août	399 694	442 522	3 288 312	3 640 655	10,72	26 582 065	28 478 385	7,1
Septembre	396 997	407 213	3 266 119	3 350 170	2,57	29 848 184	31 828 555	6,6
Octobre	447 928	403 887	3 685 130	3 322 807	-9,83	33 533 314	35 151 362	4,8
Novembre	326 196	373 178	2 683 638	3 070 160	14,40	36 216 952	38 221 522	5,5
Décembre	455 089	406 799	3 744 046	3 346 759	-10,61	39 960 998	41 568 281	4,0

Tableau 6 : Évolution de la production du pétrole condensat (volume en barils)

PERIODE	VOLUME MENSUEL TONNE		VOLUMEN MENSUEL BARILS			VOLUMEN CUMULE EN BARILS		
	2 019	2 020	2 019	2 020	Var 19/20	2 019	2 020	Var 19/20
Janvier	134 765	128 117	1 108 717	1 054 025	-4,93	1 108 717	1 054 025	-4,93
Février	118 951	118 473	978 616	974 683	-0,40	2 087 333	2 028 708	-2,81
Mars	88 556	125 548	728 553	1 032 888	41,77	2 815 886	3 061 596	8,73
Avril	130 097	117 204	1 070 315	964 243	-9,91	3 886 201	4 025 839	3,59
Mai	134 509	119 958	1 106 615	986 905	-10,82	4 992 816	5 012 744	0,40
Juin	128 350	114 174	1 055 946	939 318	-11,04	6 048 762	5 952 062	-1,60
Juillet	130 939	108 589	1 077 242	893 368	-17,07	7 126 004	6 845 430	-3,94
Août	133 202	107 808	1 095 862	886 942	-19,06	8 221 866	7 732 372	-5,95
Septembre	131 480	103 693	1 081 693	853 086	-21,13	9 303 559	8 585 458	-7,72
Octobre	129 670	108 640	1 066 802	893 788	-16,22	10 370 361	9 479 246	-8,59
Novembre	126 145	87 199	1 037 803	717 394	-30,87	11 408 164	10 196 640	-10,62
Décembre	128 352	83 700	1 055 959	688 608	-34,79	12 464 123	10 885 248	-12,67

Tableau 7: Évolution de la production du LNG (volume en BEP)

PERIODE	VOLUME MENSUEL				VOLUME CUMULEE			
	2 019		2 020	Var 19/20	2 019		2 020	Var 19/20
	M3	BARILS	BARILS		M3	BARILS	BARILS	
Janvier	699 876	4 402 220	3 399 091	-22,79	699 876	4 402 220	3 399 091	-22,79
Février	554 706	3 489 101	4 008 749	14,89	9 145 903	7 891 321	7 407 840	-6,13
Mars	269 774	1 696 878	3 689 840	117,45	11 112 555	9 588 199	11 097 680	15,74
Avril	610 425	3 839 573	3 259 151	-15,12	15 562 553	13 427 772	14 356 831	6,92
Mai	613 143	3 856 669	3 268 215	-15,26	20 032 366	17 284 442	17 625 045	1,97
Juin	599 109	3 768 396	3 095 284	-17,86	24 399 871	21 052 838	20 720 329	-1,58
Juillet	603 109	3 793 556	2 577 208	-32,06	28 796 535	24 846 393	23 297 537	-6,23
Août	582 902	3 666 454	3 254 144	-11,25	33 045 891	28 512 847	26 551 681	-6,88
Septembre	574 219	3 611 838	3 097 089	-14,25	37 231 947	32 124 684	29 648 770	-7,71
Octobre	575 852	3 622 109	2 819 939	-22,15	41 429 908	35 746 793	32 468 710	-9,17
Novembre	538 253	3 385 611	2 399 679	-29,12	45 353 773	39 132 405	34 868 389	-10,90
Décembre	544 770	3 426 603	2 584 278	-24,58	49 325 146	42 559 008	37 452 667	-12,00

Tableau 8: Évolution de la production du méthanol (volume en BEP)

PERIODE	VOLUME MENSUEL TONNE		VOLUME MENSUEL EN BARILS			VOLUME CUMULE EN BARILS		
	2 019	2 020	2 019	2 020	Var 19/20	2 019	2 020	Var 19/20
Janvier	41 240	79 470	326 415	629 005	92,70	326 415	629 005	92,70
Février	64 589	2607,76	511 221	20 640	-95,96	837 636	649 645	-22,44
Mars	59 778	10786,89	473 144	85 378	-81,96	1 310 780	735 023	-43,92
Avril	87 956	65 854	696 171	521 234	-25,13	2 006 951	1 256 257	-37,40
Mai	87 757	73 482	694 595	581 612	-16,27	2 701 546	1 837 869	-31,97
Juin	83 333	70 767	659 581	560 121	-15,08	3 361 127	2 397 990	-28,66
Juillet	84 599	75 781	669 602	599 803	-10,42	4 030 729	2 997 793	-25,63
Août	83 523	63 371	661 086	501 581	-24,13	4 691 815	3 499 374	-25,42
Septembre	86 646	41 319	685 803	327 040	-52,31	5 377 618	3 826 414	-28,85
Octobre	84 532	77 273	668925	611 616	-8,57	6 046 543	4 438 030	-26,60
Novembre	84105	87 262	665691	690 677	3,75	6 712 234	5 128 707	-23,59
Décembre	84734,07	89 229	670670	706 248	5,30	7 382 904	5 834 955	-20,97

**Tableau 9 : Évolution de la production d'autres gaz (butane, propane, LPG mixte)
volume en BEP**

PERIODE	VOLUME MENSUEL			VOLUME CUMULE		
	2 019	2 020	Var 19/20	2 019	2 020	Var 19/20
Janvier	576 892	509 199	-11,73	576 892	509 199	-11,73
Février	440 595	468 068	6,24	1 017 487	977 267	-3,95
Mars	300 284	498 809	66,11	1 317 771	1 476 076	12,01
Avril	537 349	475 651	-11,48	1 855 120	1 951 727	5,21
Mai	551 350	481 651	-12,64	2 406 470	2 433 378	1,12
Juin	530 575	459 993	-13,30	2 937 045	2 893 371	-1,49
Juillet	535 707	456 266	-14,83	3 472 752	3 349 637	-3,55
Août	539 845	449 968	-16,65	4 012 597	3 799 605	-5,31
Septembre	515 610	430 757	-16,46	4 528 207	4 230 362	-6,58
Octobre	528 808	452 168	-14,49	5 057 015	4 682 530	-7,41
Novembre	501 521	401 325	-19,98	5 558 536	5 083 855	-8,54
Décembre	518 730	435 109	-16,12	6 077 266	5 518 964	-9,19

Tableau 10: Évolution de l'activité brassicole en Guinée Equatoriale (volume en Hl)

	2019	2020	Var 18/19	2019	2020	Var 19/20	2019	2020	Var 19/20
PERIODE	Bières			B. Sucrés			Vin		
Janvier	10 864	18 381	69,2	9 064	7 120	-21,5	14 356	10 407	-27,5
Février	22 706	35 013	54,2	15 725	17 656	12,3	26 797	20 918	-21,9
Mars	34 516	56 961	65,0	22 894	23 887	4,3	38 154	29 453	-22,8
Avril	48 952	72 351	47,8	29 310	31 976	9,1	49 357	37 904	-23,2
Mai	63 918	87 746	37,3	35 116	37 316	6,3	62 242	46 212	-25,8
Juin	70 083	111 370	58,9	38 528	44 596	15,7	73 589	54 759	-25,6
Juillet	85 919	129 177	50,3	44 753	52 250	16,8	87 260	61 625	-29,4
Août	97 181	150 798	55,2	49 772	58 017	16,6	104 255	69 648	-33,2
Septembre	109 173	176 704	61,9	55 384	61 904	11,8	105 703	78 566	-25,7
Octobre	123 399	198 910	61,2	61 727	68 765	11,4	122 041	87 274	-28,5
Novembre	143 695	212 994	48,2	69 369	74 874	7,9	137 583	96 049	-30,2
Décembre	163 246	234 809	43,8	77 357	80 767	4,4	152 746	104 600	-31,5

Tableau 11: Évolution de l'activité hôtelière en Guinée Equatoriale

Mois	Nombre total de lits			Taux d'occupation		
	2019	2020	Var. 19/20	2019	2020	Var. 19/20
Janv	5 310	6 201	16,78	27,5	28,3	2,61
Févr	10 673	13 071	22,47	29,4	34,8	18,33
Mars	17 031	15 970	-6,23	30,6	16,9	-44,64
Avr	23 777	18 820	-20,85	32,8	12,6	-61,50
Mai	29 153	25 394	-12,89	27,4	27,3	-0,25
Juin	36 225	30 569	-15,61	34,7	22,2	-35,97
Juil	41 958	38 618	-7,96	29,3	30,6	4,34
Août	48 639	49 094	0,94	29,7	38,5	29,32
Sept	56 523	57 947	2,52	35,5	35,2	-0,73
Oct	63 164	70 641	11,84	29,5	48,3	63,54
Nov	70 015	83 672	19,51	32,6	52,1	59,56
Dic	76 507	95 037	24,22	25,2	42,5	68,38
Total				30,4	32,4	

Tableau 12 : Évolution du chiffre d'affaires des sociétés commerciales en Guinée Equatoriale (en millions de FCFA)

PERIODE	Evolution Mensuel en millions FCFA			Evolution Cumulée en millions de FCFA		
	2 019	2 020	Var.19/20	2 019	2 020	Var.19/20
Janv	14 218,42	13 272,68	-6,7	14 218,42	13 272,68	-6,7
Févr	14 113,57	11 677,92	-17,3	28 331,98	24 950,60	-11,9
Mars	14 412,08	12 688,44	-12,0	42 744,06	37 639,05	-11,9
Avr	14 493,76	12 891,16	-11,1	57 237,82	50 530,21	-11,7
Mai	14 037,96	12 094,57	-13,8	71 275,78	62 624,77	-12,1
Juin	12 844,45	12 268,09	-4,5	84 120,23	74 892,87	-11,0
Juil	15 195,41	12 751,45	-16,1	99 315,64	87 644,32	-11,8
Août	15 097,15	13 804,67	-8,6	114 412,79	101 448,99	-11,3
Sept	14 359,36	13 142,94	-8,5	128 772,15	114 591,93	-11,0
Oct	15 114,69	13 558,59	-10,3	143 886,84	128 150,53	-10,9
Nov	15 357,46	14 267,28	-7,1	159 244,30	142 417,81	-10,6
Déc	17 909,52	16 629,39	-7,1	177 153,82	159 047,19	-10,2

Tableau 13 : Situation monétaire résumée

(en millions de FCFA)

	déc-17	déc-18	déc-19	2020					VARIATIONS	
				mars	Juin	septembre	novembre	décembre	déc/nov20	déc20/19
AVOIRS EXTERIEURS NETS	74 647	98 331	- 76 963	- 114 702	- 108 452	- 164 934	- 213 813	- 251 080	17,43%	-226,23%
CREDIT INTERIEUR	1 504 803	1 514 249	1 326 670	1 321 444	1 545 459	1 550 806	1 607 430	1 653 798	2,88%	24,66%
Crédit à l'Etat	338 399	326 381	384 221	386 508	616 232	629 504	666 759	711 269	6,68%	85,12%
Crédit à l'Economie	1 166 404	1 187 868	942 449	934 936	929 227	921 302	940 671	942 529	0,20%	0,01%
TOTAL										
RESSOURCES=CONTREPARTIES	1 579 450	1 612 580	1 249 707	1 206 742	1 437 007	1 385 872	1 393 617	1 402 718	0,65%	12,24%
MONNAIE ET QUASI-MONNAIE	1 193 396	1 161 897	1 070 435	1 042 471	1 043 814	1 000 575	975 275	995 612	2,09%	-6,99%
AUTRES RESSOURCES	386 054	450 683	179 717	164 218	132 733	124 837	403 633	407 106	0,86%	126,53%

Source: BEAC

Tableau 14 : Evolution des avoirs extérieurs nets
(en millions de FCFA)

	déc-17	déc-18	déc-19	2020					Variation	
				mars	Juin	septembre	novembre	décembre	déc/nov20	déc20/19
AVOIRS EXTERIEURS BRUTS	203 234	224 687	172 735	160 978	146 691	137 866	132 056	140 068	6,07%	-18,91%
BEAC	19 989	27 654	20 875	22 491	22 818	30 723	29 927	29 895	-0,11%	43,21%
- dont Compte d'opérations et Compte Spécial de Nivellement	- -	- -	- -	- -	- -	- -	- -	- -		
BANQUES COMMERCIALES	183 245	197 033	151 860	138 487	123 873	107 143	102 129	110 173	7,88%	-27,45%
- SGB-GE	11 123	16 510	7 542	5 810	6 502	5 337	3 243	13 229	307,92%	75,40%
- CCEI BANK GE	62 891	69 836	38 421	36 683	36 208	36 068	35 017	34 803	-0,61%	-9,42%
- BGFI BANK	91 585	78 955	76 014	63 491	60 954	46 049	46 791	44 432	-5,04%	-41,55%
- BANGE	2 450	2 505	8 527	2 061	1 927	1 398	687	2 261	229,11%	-73,48%
- ECOBANKGE	15 196	29 227	21 356	30 442	18 282	18 291	16 391	15 448	-5,75%	-27,66%
ENGAGEMENTS EXTERIEURS	128 587	126 356	249 698	275 680	255 143	302 800	345 869	391 148	13,09%	56,65%
BEAC	75 184	58 040	145 860	162 857	145 040	196 082	247 223	297 440	20,31%	103,92%
- dont Compte d'opérations	50 809	32 342	95 559	112 023	94 251	147 574	198 103	249 945	26,17%	161,56%
Recours aux crédits FMI	-	-	23 743	23 931	23 601	23 096	22 933	22 743	-0,83%	-4,21%
BANQUES COMMERCIALES	53 403	68 316	103 838	112 823	110 103	106 718	98 646	93 708	-5,01%	-9,76%
- SGB-GE	6 792	3 538	1 890	6 199	8 700	5 458	7 950	4 425	-44,34%	134,13%
- CCEI BANK GE	27 700	32 488	79 593	73 079	72 418	71 475	70 605	70 243	-0,51%	-11,75%
- BGFI BANK	8 388	6 364	11 998	15 596	16 934	16 727	6 810	9 683	42,19%	-19,29%
- BANGE	7 530	6 174	769	7 671	3 163	994	4 060	685	-83,13%	-10,92%
- ECOBANKGE	2 993	19 752	9 588	10 278	8 888	12 064	9 221	8 672	-5,95%	-9,55%
AVOIRS EXTERIEURS NETS	74 647	98 331	- 76 963	- 114 702	- 108 452	- 164 934	- 213 813	- 251 080	17,43%	-226,23%

Source: BEAC

Tableau 15 : Evolution des créances nettes sur l'Etat
(en millions de FCFA)

	déc-17	déc-18	déc-19	2020					Variation	
				mars	Juin	Septembre	Novembre	Décembre	déc/nov20	déc20/19
Position Nette Vis-à-vis de la Banque Centrale										
BEAC	495 571	453 056	384 135	430 586	411 186	429 375	447 453	487 862	9,03%	27,00%
Avances de la BEAC	609 156	609 155	608 979	608 920	608 861	608 802	610 792	608 743	-0,34%	-0,04%
Avance en Comptes Courants (art.21)	8 347	-	-	-	-	-	-	-		
Avance exceptionnelle au Trésor	452	452	-	-	-	-	-	-		
Avance Consolidés sur l'Etat	600 357	608 703	608 979	608 920	608 861	608 802	610 792	608 743	-0,34%	-0,04%
Dépôts et Encaisses de l'Etat	- 113 585	- 156 099	- 224 844	- 178 334	- 197 675	- 179 427	- 163 339	- 120 881	-25,99%	-46,24%
Position Nette Vis-à-vis du FMI										
FMI	-	-	23 743	23 931	23 601	23 096	22 933	22 743	-0,83%	-4,21%
Position Nette Vis-à-vis des banques										
BANQUES COMERCIALES	- 157 172	- 126 675	- 23 657	- 68 009	181 445	177 033	196 373	200 664	2,19%	-948,22%
Avances des banques	81 682	101 824	141 904	120 234	390 116	390 365	397 058	400 773	0,94%	182,43%
Gouvernement	77 675	97 543	138 246	116 057	385 999	388 218	394 901	397 874	0,75%	187,80%
Trésor	17 783	-	6 640	-	10 631	10 631	10 630	10 630	0,00%	60,09%
Bons de Trésor et assimilés	54 687	91 610	123 462	108 805	368 271	370 732	377 588	380 571	0,79%	208,25%
Autres crédits au Gouvernement	5 205	5 933	8 144	7 252	7 097	6 855	6 683	6 673	-0,15%	-18,06%
Organismes Publis	4 007	4 281	3 658	4 177	4 117	2 147	2 157	2 899	34,40%	-20,75%
Dépôts de l'Etat	- 238 854	- 228 499	- 165 561	- 188 243	- 208 671	- 213 332	- 200 685	- 200 109	-0,29%	20,87%
POSITION NETTE DEL'ETAT	338 399	326 381	384 221	386 508	616 232	629 504	666 759	711 269	6,68%	85,12%

Source: BEAC

Tableau 16: Evolution des crédits à l'économie

(en millions de FCFA)

	déc-17	déc-18	déc-19	2020					Variation	
				mars	Juin	septembre	novembre	décembre	déc/nov20	déc20/19
CREDITS A COURT TERME	983 428	1 027 066	764 514	751 500	745 814	732 144	748 844	747 441	-0,19%	-2,23%
SGB-GE	146 240	155 600	149 432	141 710	137 618	131 495	133 494	131 302	-1,64%	-12,13%
CCEI BANK-GE	618 155	648 514	380 813	384 932	387 301	388 519	388 343	390 412	0,53%	2,52%
BGFI BANK	105 927	113 606	107 499	108 008	103 293	109 483	104 781	108 608	3,65%	1,03%
BANGE	88 137	82 213	100 878	91 806	91 416	80 983	95 874	97 338	1,53%	-3,51%
ECOBANKGE	24 969	27 133	25 892	25 044	26 186	21 664	26 352	19 781	-24,94%	-23,60%
CREDITS A MOYEN TERMES	157 631	140 340	155 837	159 528	159 725	163 671	168 258	168 791	0,32%	8,31%
SGB-GE	31 961	24 041	22 930	21 559	20 021	19 462	20 051	19 737	-1,57%	-13,92%
CCEI BANK-GE	48 491	49 265	46 697	44 452	42 172	41 216	40 921	38 632	-5,59%	-17,27%
BGFI BANK	12 352	6 065	11 302	11 222	10 884	13 558	19 062	22 167	16,29%	96,13%
BANGE	64 523	60 682	74 653	82 033	86 425	89 235	88 034	88 049	0,02%	17,94%
ECOBANKGE	304	287	255	262	223	200	190	206	8,42%	-19,22%
CREDITS A LONG TERMES	25 345	20 462	22 098	23 908	23 688	25 487	23 569	26 297	11,57%	19,00%
SGB-GE	1 885	1 905	1 663	1 658	1 626	1 547	1 498	1 483	-1,00%	-10,82%
CCEI BANK-GE	-	-	-	-	-	-	-	-		
BGFI BANK	791	679	2 485	3 116	2 706	2 679	2 659	2 642	-0,64%	6,32%
BANGE	22 669	17 878	17 950	19 134	19 356	21 261	19 412	22 172	14,22%	23,52%
ECOBANKGE	-	-	-	-	-	-	-	-		
TOTAL CREDITS A L'ECONOMIE	1 166 404	1 187 868	942 449	934 936	929 227	921 302	940 671	942 529	0,20%	0,01%

Source: BEAC

Tableau 17: Evolution et structure de la masse monétaire

(en millions de FCFA)

	déc-17	déc-18	déc-19	2020					Variation	
				mars	Juin	septembre	novembre	décembre	déc/nov20	déc20/19
DISPONIBILITES MONETAIRES	926 793	894 781	818 444	787 113	771 784	749 539	710 488	725 301	2,08%	-11,38%
Monnaie Fiduciaire	164 747	161 608	166 401	151 014	156 270	159 439	153 533	179 100	16,65%	7,63%
Monnaie Scripturale	762 046	733 173	652 043	636 099	615 514	590 100	556 955	546 201	-1,93%	-16,23%
QUASI-MONNAIE	266 603	267 116	251 991	255 358	272 030	251 036	264 787	270 311	2,09%	7,27%
MASSE MONETAIRE	1 193 396	1 161 897	1 070 435	1 042 471	1 043 814	1 000 575	975 275	995 612	2,09%	-6,99%

Source: BEAC

Tableau 18: Situation comptable : ACTIF

(en millions de F.CFA)

RUBRIQUES ACTIF	déc-17	déc-18	déc-19	2020					TOTAL ZONE	Variation Déc/Nov20	Variation Déc 20/19
				MARS	JUIN	SEPTEMBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE			
DISPONIBILITES EXTERIEURES	- 51 124	- 25 435	- 95 622	- 110 208	- 92 097	- 137 326	- 188 442	-240 012	3 793 325	27,37%	-151,00%
Avoirs Extérieurs à vue	- 46 224	- 25 065	- 92 586	- 106 095	- 89 170	- 132 347	- 183 954	-237 218	3 754 799	28,95%	-156,21%
Billets Etrangers	4 585	7 277	2 998	5 760	5 081	15 227	14 149	12 727	71 712	-10,05%	324,54%
Correspondants Hors Zone d'Emission								0	50 577		
Trésor Français	- 50 809	- 32 342	- 95 584	- 111 854	- 94 251	- 147 574	- 198 103	-249 945	3 632 511	26,17%	-161,49%
Compte d'Opérations	- 50 809	- 32 342	- 95 584	- 111 854	- 94 251	- 147 574	- 198 103	-249 945	3 632 511	26,17%	-161,49%
Compte Spécial de Nivellement								0	0		
Autres Avoirs Extérieurs (SDM)	- 4 899	- 370	- 3 036	- 4 114	- 2 927	- 4 979	- 4 488	-2 794	38 526	-37,75%	-7,98%
Comptes Courants Chez Correspondants Etrangers	- 4 899	- 370	- 3 036	- 4 114	- 2 927	- 4 979	- 4 488	-2 794	38 526	-37,75%	-7,98%
Opérations sur le Marché Financier								0	0		
ENCAISSE-OR								0	204 494		
FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL	45 969	46 991	47 621	47 947	47 207	46 450	46 058	45 540	350 337	-1,12%	-4,37%
Quotes-Parts en devises	29 502	30 167	30 705	30 949	30 522	29 869	29 658	29 412	191 605	-0,83%	-4,21%
Avoirs en DTS	16 467	16 823	16 916	16 998	16 685	16 581	16 400	16 128	158 733	-1,66%	-4,66%
CREANCES SUR LES BANQUES	90 000	174 000	105 727	105 000	105 000	165 000	177 000	181 000	442 994	2,26%	71,20%
Concours du Marché Monétaire: Guichet A	90 000	174 000	105 727	105 000	105 000	165 000	177 000	181 000	373 763	2,26%	71,20%
Appels d'Offres	90 000							0	0		
Pensions et Autres		174 000	105 727	105 000	105 000	165 000	177 000	181 000	373 763	2,26%	71,20%
Avances à Moyen Terme Irrévocables: Guichet B								0	69 231		
Créances impayées								0	0		
CREANCES SUR LES TRESORS NATIONAUX	609 155	609 155	608 979	609 935	608 861	608 802	610 792	608 743	2 770 451	-0,34%	-0,04%
Avances en comptes courants (art. 18)	8 347										
Avances Exceptionnelles	452	452									
Crédits à l'Economie consolidés sur l'Etat	600 357	608 703	608 979	609 935	608 861	608 802	610 792	608 743	2 770 451	-0,34%	-0,04%
CONTREPARTIE des ALLOC. de DTS versées aux ETATS								0	173 041		
VALEURS IMMOBILISEES	6 175	5 207	6 653	6 968	6 554	6 474	6 441	6 298	644 856	-2,21%	-5,34%
Immobilisations financières	3 485	3 135	2 876	3 251	3 232	3 385	3 236	3 173	206 447	-1,94%	10,36%
Créances sur le Personnel	3 485	3 135	2 876	3 251	3 232	3 385	3 236	3 173	46 525	-1,94%	10,36%
Créances sur les Autres Banques Centrales								0	0		
Titres de Participations								0	42 730		
Autres Immobilisations Financières								0	117 192		
Immobilisations Incorporelles								0	12 660		
Immobilisations Corporelles	2 689	2 073	3 778	3 717	3 321	3 089	3 205	3 125	399 376	-2,49%	-17,28%
Autres Valeurs Immobilisées								0	26 373		
DEBITEURS DIVERS	258	3 354	3 396	9	3 142	11	31	66	66 795	110,20%	-98,05%
Avances diverses au Personnel	39	43	21	13	14	14	14	12	93	-10,32%	-41,29%
Autres Débiteurs Divers	- 6	- 4	- 4	- 4	4	- 2	- 2	-4	50	62,46%	0,00%
Comptes de Régulations - Actif	225	3 315	3 378		3 125	-	20	58	66 653	188,53%	-98,30%
TOTAL DE L'ACTIF	700 433	813 273	676 753	659 650	678 667	689 411	651 880	601 636	8 446 294	-7,71%	-11,10%

Tableau 19: Situation comptable : PASSIF

(en millions de F.CFA)

RUBRIQUES PASSIF	déc-17	déc-18	déc-19	2020					TOTAL ZONE	Variation Déc/Nov20	Variation Déc 20/19
				MARS	JUIN	SEPTEMBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE			
BILLETS ET PIECES EN CIRCULATION	202 749	197 758	207 729	199 337	198 771	203 897	210 332	219 157	3 652 614	4,20%	5,50%
TRESOR ET COMPTABLES PUBLICS NATIONAUX	113 675	156 119	224 254	152 596	195 489	178 698	160 217	119 162	795 215	-25,62%	-46,86%
Comptes courants	46 414	70 937	49 781	59 616	65 572	45 005	53 344	39 287	436 856	-26,35%	-21,08%
Fonds de Stabilisation des Recettes Budgétaires	1 785	1 785	120 795	20 790	70 793	50 791	12 794	2 786	16 295	-78,22%	-97,69%
Fonds de Réserves pour Générations Futures	46 142	46 327	46 512	46 558	46 589	70 479	70 510	70 541	78 777	0,04%	51,66%
Dépôts spéciaux	19 335	37 071	7 167	25 632	12 535	12 423	23 568	6 548	263 288	-72,22%	-8,64%
BANQUES ET INSTITUTIONS FINANCIERES	337 521	375 299	162 544	220 381	213 837	234 289	202 997	184 510	2 181 441	-9,11%	13,51%
Banques et Institutions Etrangères	24 692	25 249	25 690	25 677	26 115	26 115	26 115	24 608	158 552	-5,77%	-4,21%
Banques et Institutions Financières de la Zone d'Emis	312 828	350 050	136 855	194 704	187 722	208 174	176 882	159 902	2 022 889	-9,60%	16,84%
Comptes courants	312 828	278 315	63 941	121 557	111 689	138 475	105 452	87 100	1 279 552	-17,40%	36,22%
Dépôts et placements sur marché monétaire								0	55		
Comptes de Réserves Obligatoires		71 735	72 914	73 147	76 033	69 699	71 430	72 802	743 282	1,92%	-0,15%
Autres Comptes des Etablissements de Crédit								0			
AUTRES COMPTES COURANTS	622	1 466	2 494	2 229	2 813	1 523	2 560	1 323	164 971	-48,32%	-46,94%
FMI: ALLOCATION des DTS	24 373	24 923	25 367	25 568	25 216	24 676	24 502	24 299	420 857	-0,83%	-4,21%
EMPRUNTS ET DETTES A LONG ET MOYEN TERME									16 943		
AUTRES PASSIFS									70 754		
PROVISIONS									28 219		
REPORT A NOUVEAU									-244		
RESERVES	1 911	1 911	1 911	2 243	2 739	3 268	3 419	-2 088	736 858	-38,93%	-9,25%
CAPITAL ET PRIME D'AUGMENTATION								0	88 000		
CREDITEURS DIVERS	8 648	172	17	66	115	156	143	-73	32 875	-48,66%	-335,25%
TRANSFERTS NON DENOUES								1 769	48 480		
COMPTES DE REGULARISATIONS - PASSIF	26	43 203	37 726	37 472	35 248	34 645	35 819	33 264	174 532	-7,13%	-11,83%
COMPTE DE RESULTAT	14 732	16 244	18 567	24 376	10 148	15 107	19 016	20 315	34 777	6,83%	9,41%
TOTAL DU PASSIF	700 433	813 273	676 753	659 650	678 667	689 411	651 880	601 636	8 446 294	-7,71%	-11,10%

Tableau 20: Operations principales d'injection de liquidités

Resultats globaux des adjudications	Appel D'offres n°49	Appel D'offres n°50	Appel D'offres n°51	Appel D'offres n°52	Appel D'offres n°53	TOTAL
Montant mis en adjudication CEMAC	250.000	250.000	250.000	250.000	250.000	1.250.000
Montant total des offres exprimés CEMAC	69.547	89.050	95.747	126.747	123.074	504.165
Montant total des offres exprimés Ets en GE	36.000	36.000	36.000	38.000	36.000	182.000
Montant total servie CEMAC	33.547	53.050	59.747	88.747	87.074	322.165
Montant total servie Ets GE	36.000	36.000	36.000	38.000	36.000	182.000
Taux de souscription CEMAC	27,82%	35,62%	38,30%	50,70%	49,23%	
Taux minimum proposé CEMAC	3,25%	3,25%	3,25%	3,25%	3,25%	
Taux maximum proposé Ets en GE	3,25%	3,25%	3,25%	3,25%	3,25%	
Taux marginal de l'adjudication CEMAC	3,25%	3,25%	3,25%	3,25%	3,25%	
Taux moyen ponderé des soumissions CEMAC	3,25%	3,26%	3,26%	3,26%	3,26%	
Taux moyen ponderé des montants adjudgés CEMAC	3,25%	3,26%	3,26%	3,26%	3,26%	

Source: BEAC